

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1219

25 avril 2016

SOMMAIRE

20140728 Holding S.à r.l.	58511	Lindorff Holdco 4 S.à r.l.	58479
20140825 Holding S.à r.l.	58500	Longbow Investment No2 S.à r.l.	58506
A.E.F. Stafa 2 S.à r.l.	58510	Longbow UK Real Estate Debt Investments II S.à r.l.	58507
Alistair Real Estate S.à r.l.	58474	Production Eurolibanese S.à r.l.	58466
Assistance Investment S.A.	58512	Profutur S.A.	58469
CB International Finance S.à r.l.	58503	Revod Luxembourg S.à r.l.	58507
Cubus 2	58474	Sherwood Properties S.A.	58511
Empark Funding S.A.	58504	Shoe Invest Holding S.A.	58511
Ergon Capital II S.à r.l.	58504	Stylor S.A.	58501
European Financial Control S.A.	58505	Tecnic-Consult-Invest S.A.	58502
Fabricated Medical Technologies S.A.	58505	Tethys Investment II S.à r.l.	58500
Falera Investments Ltd.	58505	Texcom S.A.	58502
Finipar S.A.	58506	The Five	58501
Food Delivery Holding 30 S.à r.l.	58505	Thue S.à r.l.	58502
Franklin Global Investment Funds	58486	Togiram S.A.	58502
Havanna Invest S.A.	58506	Unispar Holding S.A.	58503
Japan Real Estate Invest S.A.	58510	Valinvest Holding S.A.	58503
Jewel Partners S.C.	58511	Wenelina S.A.	58500
Labyrinth S.à r.l.	58512	WS ATKINS INTERNATIONAL LIMITED, Luxembourg, succursale	58501
LA Holdings (Luxembourg) S.A.	58506	Zwise	58501
Lexfin S.A.	58512		
Lex Holdings S.A.	58512		

Production Eurolibanese S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5711 Aspelt, 38, um Flouer.

R.C.S. Luxembourg B 205.419.

—
STATUTS

L'an deux mille seize, le quinzième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1.- Madame Rita SILVA DE OLIVEIRA veuve BOHLER, née le 26 juillet 1967 à Vicoso do Ceara (Brésil), demeurant à L-5711 Aspelt, 38, um Flouer, agissant tant en son nom personnel qu'en sa qualité de mandataire de:

2.- Monsieur Mitri FADI, né le 18 novembre 1950 à Beyrouth (Liban), demeurant à KL-342 7000 Adonys, 51, Rabayar, Beyrouth (Liban),

en vertu d'une procuration sous seing privé du 10 mars 2016,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présent acte pour les formalités de l'enregistrement,

Lesquels comparants, présent ou représenté comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, par les personnes comparantes, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La Société a pour objet la production de séries télévisées et de films de tous genres.

La société a pour objet l'exploitation d'une agence immobilière comprenant notamment l'achat, la vente, la mise en valeur, la négociation, l'expertise, la location d'immeubles et de tous droits immobiliers, la prise, respectivement la mise en location de biens meubles et immeubles, la gérance, respectivement la gestion d'immeubles ou de patrimoines mobiliers et immobiliers tant pour son propre compte que pour le compte de tiers, de même que la promotion immobilière, ainsi que toutes activités de commerce ainsi que la vente et la représentation de tous produits et marchandises.

Elle pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de «Production Eurolibanese S.à r.l.».

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune de Frisange.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand-Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

En cas d'associé unique, les cessions et transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales sont libres.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance.

Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature individuelle de son gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

Art. 14. Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 16. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 17. Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le deuxième lundi du mois de juin de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de Gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 20. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Disposition transitoire:

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2016.

Souscription et libération:

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les associés préqualifiés, déclarent souscrire les cent (100) parts sociales comme suit:

1.- Madame Rita SILVA DE OLIVEIRA veuve BOHLER, préqualifiée, vingt parts sociales	20
2.- Monsieur Mitri FADI, pré-qualifié, quatre-vingt parts sociales	80
TOTAL: cent parts sociales	100

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de huit cents euros (EUR 800,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants, présents ou représentés comme mentionné ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqués, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- 2.- Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée:
Monsieur Mitri FADI, né le 18 novembre 1950 à Beyrouth (Liban), demeurant à KL-342 7000 Adonys, 51, Rabayar. Beyrouth
- 3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.
- 4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-5711 Aspelt, 38, um Flouer.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif la(les) partie(s) comparante(s) au fait qu'avant toute activité commerciale de la société, celle(s)-ci doit(doivent) être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social tel que modifié ci-dessus, ce qui est expressément reconnu par la (les) partie(s) comparante(s).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante connue du notaire instrumentant par ses noms, prénoms usuels, états et demeures, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: SILVA DE OLIVEIRA, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 16 mars 2016. Relation: 1LAC / 2016 / 8744. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 18 avril 2016.

Référence de publication: 2016094096/166.

(160063622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Profutur S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 88.947.

Gemeinsamer Verschmelzungsplan Einer Umgekehrten Grenzüberschreitenden Verschmelzung (Verschmelzung Durch Aufnahme) der Profutur Beteiligungsgesellschaft mbH auf die Profutur S.A.

Die Profutur Beteiligungsgesellschaft mbH mit Sitz in Feldmannstrasse 103, D-66119 Saarbrücken, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Saarbrücken, Deutschland, unter HRB 12347.

(nachfolgend „PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH“ übertragende Gesellschaft)

und

PROFUTUR S.A. mit Sitz in 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, eingetragen im Luxemburg Handelsregister unter B88947

(nachfolgend „PROFUTUR S.A.“ übernehmende Gesellschaft)

(gemeinsam nachfolgend „beteiligte Gesellschaften“)

erstellen gemäß § 122c des deutschen Umwandlungsgesetzes (nachfolgend „UmwG“) sowie gemäß Art. 261 (2) und (4) des Luxemburger Gesetz über die Handelsgesellschaften (nachfolgend „Lux-G“) folgenden Verschmelzungsplan für die grenzüberschreitende Verschmelzung der PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH als übertragender Rechtsträger auf die PROFUTUR S.A. als übernehmenden Rechtsträger

(nachfolgend „Verschmelzungsplan“).

Präambel

Die PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH, Muttergesellschaft und übertragender Rechtsträger, hält als Alleinaktionär alle Anteile an seiner Tochtergesellschaft PROFUTUR S.A., übernehmender Rechtsträger.

Durch den nachstehenden Verschmelzungsplan nach §§ 122a ff. UmwG bzw. Art. 261 ff. Lux-G wird die PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH als übertragender Rechtsträger ihr Vermögen als Ganzes mit allen Rechten und Pflichten unter Auflösung ohne Abwicklung im Wege der Verschmelzung durch Aufnahme gemäß §§ 2 Nr. 1, 20 Abs. 1 Nr. 1, Nr. 2 und Nr. 3 S. 1, 46 ff., 60 ff., 122a ff. UmwG auf die PROFUTUR S.A. als übernehmenden Rechtsträger übertragen. Die PROFUTUR S.A. als übernehmender Rechtsträger wird dadurch zum Gesamtrechtsnachfolger der PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH als übertragender Rechtsträger (umgekehrte grenzüberschreitende Verschmelzung).

Ziel der Verschmelzung ist insbesondere die Optimierung der Wirtschafts- und Verwaltungsstruktur der beteiligten Gesellschaften und die damit verbundene Kostenersparnis.

Die Geschäftsführungen der verschmelzenden Gesellschaften schlagen vor, nach den Bestimmungen des Verschmelzungsplans eine umgekehrte Verschmelzung (die „Verschmelzung“) gemäß Artikel 257 ff. des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in der jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz“) durchzuführen, d.h. die übertragende Gesellschaft wird nach deren Auflösung ohne Liquidation, im Wege der Gesamtrechtsnachfolge ihr gesamtes Aktiv- und Passivvermögen auf die übernehmende Gesellschaft übertragen; nach den Bestimmungen des deutschen Umwandlungsgesetzes geht das Vermögen der übertragenden Gesellschaft im Wege der Gesamtrechtsnachfolge auf den übernehmenden Rechtsträger über.

Die Verschmelzung ist zulässig und erfolgt in Übereinstimmung mit den luxemburgischen und deutschen Rechtsvorschriften, da sämtliche Voraussetzungen der §§ 2 Nr. 1, 20 Abs. 1 Nr. 1, Nr. 2 und Nr. 3 S. 1, 46 ff., 122a ff. UmwG sowie der Art. 261 ff. Lux-G vorliegen.

1. Rechtsform, Firma und Sitz der übertragenden und übernehmenden Gesellschaft (§ 122c Abs. 2 Nr. 1 UmwG / Art. 261 (2) a) Lux-G). Die PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH besteht in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in Feldmannstrasse 103, D-66119 Saarbrücken, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Saarbrücken, Deutschland, unter HRB 12347, und ist im Rahmen der Verschmelzung der übertragende Rechtsträger. Alleinige Gesellschafterin des übertragenden Rechtsträgers ist die Capital 1861 S.a.r.l., eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg unter der Nummer B 201768.

Das vollständig einbezahlte Stammkapital des übertragenden Rechtsträgers PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH beträgt EUR 25.000,- und besteht aus einem Geschäftsanteil mit der laufenden Nummer 1 mit einem Nennwert von EUR 25.000) (nachfolgend „PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH-Geschäftsanteil“), der unbeschränkt übertragbar ist.

Die PROFUTUR S.A. besteht in der Rechtsform einer Aktiengesellschaft, mit Sitz in 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, eingetragen im Luxemburg unter Sektion B Nummer 88947, und ist im Rahmen der Verschmelzung der übernehmende Rechtsträger.

Das vollständig einbezahlte Grundkapital des übernehmenden Rechtsträgers PROFUTUR S.A. beträgt EUR 31.000,- und besteht aus 1.240 nicht börsennotierten Aktien, mit einem Nennwert von EUR 25 (nachfolgend „PROFUTUR S.A. - Geschäftsanteile“), die unbeschränkt übertragbar sind. Alleinige Aktionärin des übernehmenden Rechtsträgers ist die PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH.

2. Umtauschverhältnis der Geschäftsanteile und gegebenenfalls die Höhe der baren Zuzahlungen (§ 122c Abs. 2 Nr. 2 UmwG / Art. 261 (2) b) Lux-G). Die übernehmende Gesellschaft ist die hundertprozentige Tochtergesellschaft der übertragenden Gesellschaft.

Die vorliegenden Bestimmungen der Verschmelzung wurden von den verschmelzenden Gesellschaften auf Grundlage der Zwischenbilanzen der verschmelzenden Gesellschaften zum 29. Februar 2016 vereinbart und erstellt. Die verschmelzenden Gesellschaften haben vereinbart, dass die Verschmelzung auf Grundlage des Buchwertes der Aktiva und Passiva der übertragenden Gesellschaft stattfindet. Der Buchwert wird durch die Geschäftsführung der zu verschmelzenden Gesellschaften als geeignete Bewertungsmethode zur Bewertung eines angemessenen Umtauschverhältnisses der verschmelzenden Gesellschaften angesehen. Bei der Ermittlung des Umtauschverhältnisses ist von dem Grundgedanken auszugehen, dass den Anteilsinhabern des übertragenden Rechtsträgers für die Übertragung des Vermögens des übertragenden Rechtsträgers eine vermögensmäßig entsprechende Beteiligung am übernehmenden Rechtsträger als Gegenleistung zu gewähren ist, wobei dadurch weder deren Rechtsstellung noch die der Anteilsinhaber des übernehmenden Rechtsträgers beeinträchtigt werden soll.

Der innere Wert der jeweiligen Anteile am untergehenden, übertragenden Rechtsträger muss dem inneren Wert der Anteile entsprechen, die als Gegenleistung vom übernehmenden Rechtsträger gewährt werden. Ziel der Ermittlung des Umtauschverhältnisses ist die Wahrung der Vermögensintegrität der Anteilsinhaber der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften.

Alleinige Anteilsinhaberin des übertragenden Rechtsträgers ist die CAPITAL 1861 S.a.r.l.,

die nach Wirksamwerden der Verschmelzung auch alleinige Anteilsinhaberin des übernehmenden Rechtsträgers sein wird. Das Umtauschverhältnis ist somit richtig bemessen, da die Capital 1861 S.a.r.l. als alleinige Anteilseignerin durch die Verschmelzung infolge des Überganges des Vermögens des übertragenden Rechtsträgers auf den übernehmenden Rechtsträger keine Vermögenseinbuße erleidet. Ihr entsteht somit kein vermögensmäßiger Vor- oder Nachteil aus der Verschmelzung, vielmehr behält sie ihren bisherigen relativen Anteil von 100 % an der Summe der verschmolzenen Vermögensmassen. Dieser Anteil entspricht den bisher zu 100 % unmittelbar gehaltenen Geschäftsanteilen an dem übertragenden Rechtsträger zuzüglich den zu 100 % mittelbar - über den übertragenden Rechtsträger - gehaltenen Geschäftsanteile an dem übernehmenden Rechtsträger.

Das Umtauschverhältnis soll deshalb unter Berücksichtigung des Buchwertes der Gesellschaften, wie in den Verschmelzungsabschlüssen zum 29. Februar 2016 ausgewiesen, berechnet werden.

Zur Festlegung des Umtauschverhältnisses werden die Zwischenbilanzen der beiden Gesellschaften zum Stand vom 29. Februar 2016 genommen.

Der Buchwert pro Aktie der übernehmenden Gesellschaft entspricht der Eigenkapitalsumme geteilt durch die Anzahl der Aktien. Der Buchwert pro Aktie der übernehmende Gesellschaft entspricht: $25.719.760,24 / 1240 = 20.741,74$ Euro (valeur comptable par action).

Der Buchwert pro Anteil der übertragenden Gesellschaft entspricht der Eigenkapitalsumme geteilt durch die Anzahl der Anteile. Der Buchwert pro Anteil der übertragende Gesellschaft entspricht: $3.406.756,73 / 1 = 3.406.756$ Euro (valeur comptable par part absorbée).

Hieraus ergibt sich, dass das auf die Verschmelzung anwendbare Umtauschverhältnis dem Buchwert pro Anteil der übertragenden Gesellschaft geteilt durch den Buchwert pro Aktie der übernehmende Gesellschaft entspricht: $3.406.756 / 20.741,74$, d.h. 164 Aktien mit einem Nennwert von 25 Euro der übernehmenden Gesellschaft für 1 Anteil der übertragenden Gesellschaft, was einer Kapitalerhöhung von $25 \times 164 = 4.100$ Euro entspricht.

Folglich wird die CAPITAL 1861 S.à r.l., Alleingesellschafter der übertragenden Gesellschaft, 164 Aktien der übernehmenden Gesellschaft für den Anteil, den diese bereits unmittelbar durch die übertragende Gesellschaft hält, erhalten, der sich eine Verschmelzungsprämie in Höhe von 3.402.656,73 Euro (was 3.406.756,73 - 4.100 entspricht) anschließt.

Den Aktionären und Gesellschaftern der verschmelzenden Gesellschaften wird keine bare Zuzahlung gewährt.

3. Wirtschaftsprüfer Berichte (Art. 266 Lux-G). Art. 266 Lux-G sieht vor, dass der Verschmelzungsplan von einem unabhängigen Wirtschaftsprüfer geprüft wird und dieser über das Ergebnis der Prüfung schriftlich berichten.

4. Berichte der Vertretungsorgane (§ 122e i. V. m. § 8 UmwG / Art. 265 Lux-G). Die Vertretungsorgane jedes der an der Verschmelzung beteiligten Rechtsträgers werden einen gemeinsamen ausführlichen schriftlichen Bericht erstellen, in dem die Verschmelzung, der Verschmelzungsvertrag oder sein Entwurf im einzelnen und insbesondere das Umtauschverhältnis der Anteile, die Höhe einer anzubietenden Barabfindung sowie über die Auswirkungen der grenzüberschreitenden Verschmelzung auf die Gläubiger und Abrechner der an der Verschmelzung beteiligten Rechtsträger rechtlich und wirtschaftlich erläutert und begründet wird. In dem Bericht wird außerdem auf besondere Schwierigkeiten bei der Bewertung, soweit solche aufgetreten sind, hingewiesen.

5. Einzelheiten hinsichtlich der Übertragung der Gesellschaftsanteile der übernehmenden Gesellschaft (§ 122c Abs. 2 Nr. 3 UmwG / 261 (2) c Lux-G). Die 164 neuen Aktien der übernehmenden Gesellschaft werden direkt an den Alleingesellschafter der übertragenden Gesellschaft zugeordnet.

6. Voraussichtliche Auswirkungen der Verschmelzung auf die Beschäftigung (§ 122c Abs. 2 Nr. 4 UmwG / Art. 261 (4) b Lux-G). Da die beteiligten Gesellschaften keine Arbeitnehmer beschäftigen und somit keine Arbeitnehmer von der Verschmelzung betroffen sind, enthält der Verschmelzungsplan keine Angaben zu den Auswirkungen der Verschmelzung für die Arbeitnehmer, insbesondere nicht zu geplanten Entlassungen.

7. Zeitpunkt, von dem an die Gesellschaftsanteile deren Inhabern das Recht auf Beteiligung am Gewinn gewähren, sowie alle Besonderheiten, die eine Auswirkung auf dieses Recht haben (§ 122c Abs. 2 Nr. 5 UmwG / Art. 261 (2) d Lux-G). Ab dem Zeitpunkt des Wirksamwerdens der Verschmelzung (Verschmelzungstichtag) sind die Gesellschafter der PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH durch die ihr zugeordneten PROFUTUR S.A.-Aktien gewinnbeteiligt.

8. Zeitpunkt, von dem an die Handlungen der übertragenden Gesellschaft unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung als für Rechnung der übernehmenden Gesellschaft vorgenommen gelten (Verschmelzungstichtag) (§ 122c Abs. 2 Nr. 6 UmwG / Art. 261 (2) e Lux-G). Die Übernahme des Vermögens des übertragenden Rechtsträgers PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH durch den übernehmenden Rechtsträger PROFUTUR S.A. erfolgt im Innenverhältnis mit Wirkung zum 29. Februar 2016, 24:00 Uhr. Vom 1. März 2016, 0:00 Uhr an gelten alle Handlungen und Geschäfte des übertragenden Rechtsträgers PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH als für Rechnung des übernehmenden Rechtsträgers PROFUTUR S.A. vorgenommen (Verschmelzungstichtag).

9. Rechte, die die übernehmende Gesellschaft den mit Sonderrechten ausgestatteten Gesellschaftern und den Inhabern von anderen Wertpapieren als Gesellschaftsanteilen gewährt werden oder für diese Personen vorgeschlagene Maßnahmen (§ 122c Abs. 2 Nr. 7 UmwG / Art. 261 (2) f Lux-G). Da die beteiligten Gesellschaften weder Gesellschafter mit Sonderrechten haben noch Optionsscheine oder andere Wertpapiere als Beteiligungspapiere ausgegeben haben, enthält der Verschmelzungsplan keine näheren Angaben zu Rechten, die der übernehmende Rechtsträger Inhabern von Aktien, Optionsscheinen oder anderen Wertpapieren gewährt, oder zu für diese Personen vorgeschlagenen Maßnahmen.

10. Etwaige besondere Vorteile, die den Sachverständigen, die den Verschmelzungsplan prüfen, oder den Mitgliedern der Verwaltungs-, Leitungs-, Aufsichtsoder Kontrollorgane der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften gewährt werden (§ 122c Abs. 2 Nr. 8 UmwG / Art. 261 (2) g Lux-G). Da die beteiligten Gesellschaften weder Mitgliedern ihrer Verwaltungs-, Leitungs- Aufsichts- oder Kontrollorgane noch etwaigen Sachverständigen, die den Verschmelzungsplan prüfen könnten, besondere Vorteile gewähren, enthält der Verschmelzungsplan diesbezüglich keine näheren Angaben.

11. Satzung der übernehmenden Gesellschaft (§ 122c Abs. 2 Nr. 9 UmwG / Art. 261 (4) a Lux-G). Der Gesellschaftsvertrag des übernehmenden Rechtsträgers PROFUTUR S.A. ist als Anlage 1 Bestandteil dieses Verschmelzungsplanes.

Da die übertragende Gesellschaft 1.240 Aktien der übernehmenden Gesellschaft hält, wird die übernehmende Gesellschaft bei ihrer außerordentlichen Hauptversammlung der Genehmigung der Verschmelzung die bestehenden 1.240 Aktien annullieren und ihr Kapital um einen Betrag in Höhe von 31.000 Euro verringern. Da das Kapital dadurch unter das nach Maßgabe der luxemburgischen Vorschriften erforderliche Mindestkapital sinken würde ($35.100 - 31.000 = 4.100$), wird dieselbe Hauptversammlung über eine Kapitalerhöhung um einen Betrag in Höhe von 26.900 Euro beschließen.

12. Angaben zu dem Verfahren, nach dem die Einzelheiten über die Beteiligung der Arbeitnehmer an der Festlegung ihrer Mitbestimmungsrechte in der aus der grenzüberschreitenden Verschmelzung hervorgehenden Gesellschaft geregelt werden (§ 122c Abs. 2 Nr. 10 UmwG / Art. 261 (4) c Lux-G). Da die beteiligten Gesellschaften keine Arbeitnehmer beschäftigen und somit keine Arbeitnehmer von der Verschmelzung betroffen sind, enthält der Verschmelzungsplan keine Angaben zu dem Verfahren, nach dem die Einzelheiten über die Beteiligung der Arbeitnehmer an der Festlegung ihrer Mitbestimmungsrechte in dem übernehmenden Rechtsträger geregelt werden.

13. Bewertung des Aktiv- und Passivvermögens, das auf die übernehmende Gesellschaft übertragen wird (§ 122c Abs. 2 Nr. 11 UmwG / Art. 261 (4) d Lux-G). Die PROFUTUR S.A. übernimmt als übernehmender Rechtsträger das Vermögen von der PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH als übertragendem Rechtsträger zu den in dessen handelsrechtlichen Rechnungslegung festgelegten Werten (Buchwertfortführung).

14. Stichtag der Bilanzen der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften, die zur Festlegung der Bedingungen der Verschmelzung verwendet werden (§ 122c Abs. 2 Nr. 12 / Art. 261 (4) e Lux-UmwG). Die Zwischenbilanzen der beteiligten Gesellschaften zur Bestimmung der Verschmelzungsbedingungen sind auf den 29. Februar 2016 erstellt. Die

Übernahme des Vermögens des übertragenden Rechtsträgers PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH durch den übernehmenden Rechtsträger PROFUTUR S.A. erfolgt im Innenverhältnis mit Wirkung zum Ablauf des 29. Februar 2016, 24:00 Uhr.

Der Zwischenabschluss des übertragenden Rechtsträgers PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH wurde gemäß Art. 267 (1) c) Lux-G zum 29. Februar 2016 aufgestellt.

15. Modalitäten zur Ausübung der Rechte der Gläubiger der beteiligten Gesellschaften und Adresse, an welcher umfassende Information über diese Modalitäten ohne Kosten erhalten werden können (§ 122j Abs. 2 UmwG i.V.m. § 22 UmwG / Art. 262 (2) c) Lux-G). Für den übertragenden Rechtsträger PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH:

Nach § 122j UmwG ist den Gläubigern einer übertragenden Gesellschaft Sicherheit zu leisten, soweit sie nicht Befriedigung verlangen können. Dieses Recht steht den Gläubigern jedoch nur zu, wenn sie binnen zwei Monaten nach dem Tag, an dem der Verschmelzungsplan oder sein Entwurf bekannt gemacht worden ist, ihren Anspruch nach Grund und Höhe schriftlich anmelden und glaubhaft machen, dass durch die Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderung gefährdet wird.

Das Recht auf Sicherheitsleistung steht Gläubigern nur im Hinblick auf solche Forderungen zu, die vor oder bis zu 15 Tage nach Bekanntmachung des Verschmelzungsplanes oder seines Entwurfes entstanden sind.

Zusätzliche und umfassende Informationen können kostenlos erhalten werden am Sitz der Gesellschaft Feldmannstrasse 103, D-66119 Saarbrücken Deutschland, Kontaktperson: Hr. Matthias Holzer.-Tel Nr 0049 681996860

Für den übernehmenden Rechtsträger PROFUTUR S.A.:

Die Gläubiger, deren Forderungen vor der Veröffentlichung der Verschmelzungszustimmung gemäß Art. 273 Lux-G begründet wurden, können die Stellung von Sicherheiten für fällige und noch laufende Forderungen beantragen, falls der Verschmelzungsvorgang die Sicherheiten der Gläubiger verringern würde, ungeachtet aller gegenteiligen Vereinbarungen, innerhalb von zwei Monaten nach dieser Veröffentlichung bei dem Vorsitzenden Richter des in Handelssachen tagenden Bezirksgerichtes, im Beschlussverfahren, in dessen Bezirk die Schuldnerin ihren Sitz hat.

Zusätzliche und umfassende Informationen können kostenlos erhalten werden am Gesellschaftssitz in 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg, Kontaktperson: Herr Paul SUNNEN - Tel Nr. + 352.45.123.1.

16. Rechtsnachfolge. In Übereinstimmung mit den Vorschriften des Lux-UmwG erlischt der übertragende Rechtsträger PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH nach Erfüllung aller gesetzlichen Vorgaben.

Mit der rechtskräftigen Eintragung der Verschmelzung in das luxemburgische Handelsregister des übernehmenden Rechtsträgers PROFUTUR S.A. geht das Vermögen der PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH als übertragendem Rechtsträger als Ganzes ohne Abwicklung im Wege der Verschmelzung durch Aufnahme auf den übernehmenden Rechtsträger PROFUTUR S.A. über.(§ 122a Abs. 2 i.V.m. § 20 UmwG bzw. Art. 274 (1) a) Lux- UmwG). Der übernehmende Rechtsträger PROFUTUR S.A. wird gleichzeitig Gesamtrechtsnachfolger des übertragenden Rechtsträgers PROFUTUR BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH.

17. Rechtswahl, Gerichtsstand. Dieser Verschmelzungsplan richtet sich, soweit eine Rechtswahl zulässig ist, nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland unter Ausschluss der Vorschriften des internationalen Privatrechtes. Gerichtsstand ist Saarbrücken.

18. Schlussbestimmungen. Der Verschmelzungsplan umfasst zusammen mit den darin erwähnten Unterlagen die vollständige Vereinbarung zwischen den beteiligten Gesellschaften im Zusammenhang mit der Verschmelzung.

Änderungen des Verschmelzungsplans bedürfen nach Absprache der beteiligten Gesellschaften schriftlicher Nachträge, die ebenfalls in Form notarieller Urkunden abzufassen und von den beteiligten Gesellschaften zu unterzeichnen sind.

Sollten einzelne Bestimmungen des Verschmelzungsplans ganz oder teilweise unwirksam sein oder werden, oder sollte sich in diesem Verschmelzungsplan eine Lücke befinden, so soll hierdurch die Gültigkeit der übrigen Bestimmungen nicht berührt werden. Anstelle der unwirksamen Bestimmung oder zur Ausfüllung der Lücke soll eine angemessene Regelung treten, die, soweit rechtlich möglich, dem am Nächsten kommt, was die Parteien gewollt haben oder nach dem Sinn und Zweck dieses Verschmelzungsplans gewollt haben würden, wenn sie den Punkt bedacht hätten.

Alle im Zusammenhang mit dieser Urkunde und ihrer Durchführung entstehenden Steuern, Gebühren und Kosten trägt PROFUTUR S.A. Dies gilt auch, falls die Verschmelzung nicht wirksam werden sollte.

Anlage 1.

Der Gesellschaftsvertrag des übernehmenden Rechtsträgers Profutur S.A.

Titre 1^{er} . - Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er} . Il est formé par le présent acte une société anonyme sous la dénomination de PROFUTUR S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché par décision de l'assemblée générale.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées. La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Dans l'exercice de toutes ses activités, la société pourra également, par simple décision du conseil d'administration, établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs, aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille Euro (31.000,- EUR) divisé en mille deux cent quarante (1.240) actions d'une valeur de vingt-cinq Euro (25,- EUR) chacune.

Les actions peuvent être représentées, au choix du propriétaire, par des certificats unitaires ou des certificats représentant deux ou plusieurs actions.

Les actions sont soit nominatives, soit au porteur, au choix des actionnaires.

La société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, procéder au rachat de ses propres actions.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Titre III. - Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années et en tout temps révocables par elle.

Le nombre des administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Le poste d'un administrateur sera vacant si:

Il démissionne de son poste avec préavis à la société, ou il cesse d'être administrateur par application d'une disposition légale ou il se voit interdit par la loi d'occuper le poste d'administrateur, ou Il tombe en faillite ou fait un arrangement avec ses créanciers, ou Il est révoqué par une résolution des actionnaires.

Dans les limites de la loi, chaque administrateur, présent ou passé, sera indemnisé sur les biens de la société en cas de perte ou de responsabilité l'affectant du fait de l'exercice, présent ou passé, de la fonction d'administrateur.

Art. 7. Le conseil d'administration choisira un président parmi ses membres.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Les administrateurs pourront participer aux réunions du conseil d'administration par voie de conférence téléphonique ou de tout autre moyen de communication similaire permettant à chaque personne participant à la réunion de parler et d'entendre les autres personnes, et la participation à une telle réunion sera réputée constituer une présence en personne de l'administrateur en question, étant entendu que toutes les décisions prises par les administrateurs seront rédigées sous forme de résolutions.

Les résolutions signées par tous les membres du conseil d'administration ont la même valeur juridique que celles prises lors d'une réunion du conseil d'administration dûment convoqué à cet effet. Les signatures peuvent figurer sur un document unique ou sur différentes copies de la même résolution; elles peuvent être données par lettre, fax ou tout autre moyen de communication.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration. En particulier le conseil d'administration aura le pouvoir d'acquérir des valeurs mobilières, des créances et d'autres avoirs de toute nature, d'émettre des obligations, de contracter des prêts, de constituer des sûretés sur les avoirs de la société et de conclure des contrats d'échanges sur devises et taux d'intérêt, étant entendu que

ces décisions devront être prises à l'unanimité par les administrateurs. Le conseil d'administration peut payer des acomptes sur dividendes en respectant les dispositions légales.

Art. 9. La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs, à moins que des décisions spéciales concernant la signature autorisée en cas de délégation de pouvoirs n'aient été prises par le conseil d'administration conformément à l'article 10 des présents statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, qui seront appelés administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la gestion de toutes les activités de la société ou d'une branche spéciale de celles-ci à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, qui ne doivent pas nécessairement être membres du conseil d'administration ou actionnaires de la société.

Art. 11. Tous les litiges dans lesquels la société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la société par le conseil d'administration, représenté par son président ou par l'administrateur délégué à cet effet.

Titre IV. - Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut excéder six années.

Titre V. - Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le deuxième mardi du mois de juin à 11.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Titre VI. - Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale de la société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la société et des amortissements, constitue le bénéfice net de la société. Il est prélevé cinq pour cent (5 %) du bénéfice net pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10 %) du capital social, mais reprend son cours si, pour une cause quelconque, ladite réserve descend en dessous des dix pour cent du capital social.

Le reste du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 16. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Si la société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

Titre VIII. - Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures.

Luxemburg, den 19. April 2016.

Référence de publication: 2016095476/306.

(160065163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Alistair Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 31, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 177.219.

Cubus 2, Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 31, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 127.712.

THE UNDERSIGNED:

1. Alistair Real Estate S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 31, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg, Grand Duchy Luxembourg, with an issued share capital of EUR 4,000,000 (four million Euro) with a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro) each and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B177219, hereinafter referred to as the "Acquiring Company";

AND

2. Cubus 2 S.A., a public limited liability company (société anonyme) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 31, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg, Grand Duchy Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B127712, hereinafter referred to as the "Disappearing Company" and jointly with the Acquiring Company as the "Companies".

WHEREAS:

1. The Acquiring Company is the sole shareholder of the Disappearing Company;
2. The boards of managers/directors of each of the Companies wish to propose a merger pursuant to which the Acquiring Company will acquire by operation of law under universal transfer of title all assets and liabilities of the Disappearing Company, by substitution of the Disappearing Company and the Disappearing Company will be dissolved without going into liquidation and will cease to exist (the "Merger").
3. Since 100% of the shares in the capital of the Disappearing Company, is held by the Acquiring Company, the Merger shall result in the cancellation of the shares in the capital of the Disappearing Company, whereas no shares in the capital of the Acquiring Company will be assigned to the shareholders of the Disappearing Company. Therefore, there is no need to determine an exchange ratio.
- The Merger will be conducted in accordance with the provisions of article 278 of the law of 10 August 1915 on Commercial Companies, as amended (loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales) applicable to mergers by absorption of companies which shares are all owned by the absorbing company (the "Law").
4. None of the Companies have gone in liquidation, have been declared bankrupt or have been granted a suspension of payments.
5. The financial year of each of the Companies coincides with the calendar year.
6. The approved annual accounts for the financial years ended on 31 December 2014, 31 December 2013 and 31 December 2012 are available for each of the Companies.
7. Interim accounts of the Acquiring Company as at 31 March 2016 are available.
8. Interim accounts of the Disappearing Company as at 31 March 2016 are available.
9. All shares in the capital of the Companies have been fully paid up. Attached to each share is a voting right, a right to participate to general meetings of shareholders, and a right to share in the respective Companies profits and reserves. None of the Companies has issued depositary receipts or other instruments which confer the right to participate to general meetings of shareholders of either of the Companies and to approve the Merger, and none of the shares issued by the Companies is encumbered with any usufruct or pledge.

HEREBY MAKE THE FOLLOWING MERGER PROPOSAL:

A. Name. Legal form. Registered office. The Acquiring Company is:

- Alistair Real Estate S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 31, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg, Grand Duchy Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 177219.

The Disappearing Company is:

- Cubus 2 S.A., a public limited liability company (société anonyme) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 31, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 127712

B. Allocation of rights and payments owing by the Acquiring Company. There are no persons or entities with special rights vis-à-vis the Disappearing Company in any way other than as shareholders, such as rights to profit distributions or rights to acquire shares, so that no rights as referred to in Article 270 of the Luxembourg Law will be allocated.

C. Allocation of benefits to managers/directors and others. In relation to the Merger, no benefits or special advantages will be allocated to any of the directors / managers of the Disappearing Company or of the Acquiring Company, nor to any other parties involved in the Merger.

D. Composition of the board of managers of the Acquiring Company. There will be no change in the composition of the board of managers of the Acquiring Company pursuant to the Merger.

E. Continuation of the Companies' Activities. The activities of the Disappearing Company will be continued by the Acquiring Company.

F. Measures relating to the conversion of the shareholding of the Disappearing Company. As a result of the Merger, the shares in the capital of the Disappearing Company will be cancelled.

As the Disappearing Company is a wholly owned subsidiary of the Acquiring Company, the Merger shall operate without issuance of any new shares by the Acquiring Company. The share capital of the Acquiring Company will therefore not be affected by the Merger.

G. Effective date of the Merger. For legal purposes, the Merger will become effective between the Companies when the concurring decisions of the extraordinary general meetings of the Acquiring Company and of the Disappearing Company approving the Merger have been adopted (the "Effective Date").

Regarding third parties, the Merger will become effective as of the date of the publication of the decisions of the extraordinary general meetings of the Acquiring Company and of the Disappearing Company approving the Merger, in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial C, recueil des sociétés et association).

For accounting purposes, the Merger shall be effective as at 1 January 2016. The transactions and financial data of the Disappearing Company shall be accounted for in the annual accounts of the Acquiring Company as of 1 January 2016.

H. Transfer of the assets and liabilities of the Disappearing Company to the Acquiring Company. According to notably Article 257 and following of the Luxembourg Law, the Acquiring Company will acquire the entirety of the assets and liabilities of the Disappearing Company (known and unknown) by operation of law such that at the Effective Date:

- all of the assets of the Disappearing Company shall be vested in the Acquiring Company and shall thereafter be the property of the Acquiring Company, among others, the Disappearing Company is the owner of the following parcels of land including any building and/or construction on such land at Hesperange, "rue Peternelchen" and "IM GEHR" registered with the land and property register (cadastre) of the municipality Hesperange, section A of Hesperange:

* named as "IM GEHR" number 758/6160, land (place) with a surface of 06 a. 18 ca.; and

* named as "Peternelchen", as follow:

* number 1316/5754, land (place) with surface of 02 a. 61 ca.;

* number 1357/6161, land (place) with surface of 76 a. 14 ca.; and

* number 1362/6163, path of exploitation (chemin d'exploitation) with surface of 03 a. 55 ca.;

- the Acquiring Company will succeed to the Disappearing Company in all contracts to which the latter is bound by operation of law; and

- the Disappearing Company shall hand over to the Acquiring Company the originals of all its incorporating documents, deeds, amendments, contracts/agreements and transaction of any kind as well as the bookkeeping and related archive and any other accounting documents, titles of ownership or documentary titles of ownership of any assets, the supporting documents of the operations carried out, securities and contracts, archives, vouchers and any other documents relating to the assets and rights given at the Effective Date.

I. Information on the valuation of assets and liabilities of the Disappearing Company to be acquired by the Acquiring Company. As of the Effective Date, all the assets and liabilities of the Disappearing Company shall pass by operation of law to the Acquiring Company at their book value for both legal and accounting purposes.

J. Approval of the Merger. Acquiring Company:

The resolution to merge the Disappearing Company into the Acquiring Company will be passed by the extraordinary general meeting of shareholders of the Acquiring Company.

Disappearing Company:

The resolution to merge the Disappearing Company into the Acquiring Company will be passed by the extraordinary general meeting of shareholders of the Disappearing Company.

K. Creditors' rights. Upon the completion of the Merger, the creditors of Disappearing Company shall become the creditors of the Acquiring Company. The creditors of the Companies will benefit from all the protections and recourses as provided for by the Luxembourg Law, as follows:

According to the Luxembourg Law, the creditors of the Companies, whose claims predate the date of publication of the extraordinary general meeting of the Acquiring Company to be held before a Luxembourg notary approving the Merger may, notwithstanding any agreement to the contrary, within 2 (two) months after publication apply to the competent court to obtain adequate safeguard of collateral for any matured and unmatured debts, where the Merger would make such protection necessary;

In that context, the creditors of the Companies may obtain additional information (free of costs) at the registered office of the Acquiring Company at 31, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg and of the Disappearing Company, at 31, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg.

L. Power of attorney. To the extent such is permitted by applicable law, the Disappearing Company grants irrevocable power of attorney to the Acquiring Company, to perform any act after completion of the Merger if, and to the extent, necessary for the implementation and completion of the Merger.

M. Applicable Law. This merger proposal has been drafted with a view to compliance with the requirements of Luxembourg law.

Suit la version française du texte qui précède

PROJET COMMUN DE FUSION

ENTRE LES SOUSSIGNES:

1. Alistair Real Estate S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 31, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 4.000.000 EUR

(quatre millions d'Euros) divisé en 40.000 (quarante mille) parts sociales d'une valeur nominale de 100 EUR (cent Euros) chacune et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B177219,

ci-après la "Société Absorbante";

ET

2. Cubus 2 S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 31, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B127712, ci-après la "Société Absorbée" et conjointement avec la Société Absorbante, les "Sociétés".

ALORS QUE:

1. La Société Absorbante est l'associé unique de la Société Absorbée;

2. Le conseil de gérance/directoire de chacune des Sociétés souhaite proposer la fusion par laquelle la Société Absorbante acquerra, par opération de la loi et par transfert universel de patrimoine, tous les éléments d'actif et de passif de la Société Absorbée, par absorption de la Société Absorbée et la Société Absorbée sera dissoute sans liquidation et cessera donc d'exister (la "Fusion").

3. Etant donné que 100% des actions du capital de la Société Absorbée est détenu par la Société Absorbante, la Fusion donnera lieu à l'annulation des actions dans le capital de la Société Absorbée, tandis qu'aucune action dans le capital de la Société Absorbante ne sera accordée aux actionnaires de la Société Absorbée. Ainsi, il n'y a pas lieu de déterminer un ratio d'échange.

La Fusion prendra effet conformément aux dispositions de l'article 278 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, applicable aux fusions par absorption de sociétés dont les actions sont entièrement détenues par la société absorbante (la "Loi").

4. Aucune des Sociétés n'est en dissolution, ou a été déclarée en faillite ou en état de cessation des paiements.

5. L'exercice social de chacune des Sociétés coïncide avec l'année calendaire.

6. Les comptes annuels approuvés pour les exercices sociaux terminés aux 31 décembre 2014, 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012 sont disponibles pour chacune des Sociétés.

7. Les comptes intermédiaires de la Société Absorbante au 31 mars 2016 sont disponibles.

8. Les comptes intermédiaires de la Société Absorbante au 31 mars 2016 sont disponibles.

9. Les parts sociales ou actions des Sociétés ont été entièrement libérées. Sont attachés à chaque action ou part sociale un droit de vote, un droit de participer à l'assemblée générale des actionnaires ou associés et un droit de partager les bénéfices et les réserves des Sociétés respectives. Aucune des Sociétés n'a émis de certificats de dépôt ou d'autres instruments qui confèrent le droit de participer à l'assemblée générale des actionnaires ou associés, et d'approuver la Fusion et aucune des actions émises par les Sociétés n'a fait l'objet d'un usufruit ou d'un droit de gage.

SUR CE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

A. Dénomination. Forme juridique. Siège social. La Société Absorbante est:

- Alistair Real Estate S.à.r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social sis au 31, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177219.

La Société Absorbée est:

- Cubus 2 S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social sis au 31, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 127712.

B. Affectation des droits et paiements dus par la Société Absorbante. Aucune personne ou entité, autre que ses actionnaires, ne détient de droits spéciaux vis-à-vis de la Société Absorbée, tels que des droits de distribution de profits ou des droits préférentiels de souscription, de sorte qu'aucun des droits mentionnés à l'Article 270 de la Loi Luxembourgeoise ne sera accordé.

C. Mise en place d'avantages au profit des gérants/directeurs et autres. En rapport avec la Fusion, aucun bénéfice ou avantage spécial n'a été mis en place au profit des gérants/administrateurs de la Société Absorbée ou de la Société Absorbante, ni au profit d'aucune personne concernée par la Fusion.

D. Composition du conseil de gérance de la Société Absorbante. La Fusion ne donnera lieu à aucun changement dans la composition du conseil de gérance de la Société Absorbante.

E. Continuation des activités des Sociétés. Les activités de la Société Absorbée seront poursuivies par la Société Absorbante.

F. Mesures relatives à la conversion des participations dans la Société Absorbée. En conséquence de la Fusion, les actions du capital social de la société Absorbée seront annulées.

Etant donné que la Société Absorbée est intégralement détenue par la Société Absorbante, la Fusion aura lieu sans émission d'actions par la Société Absorbante. Le capital social de la Société Absorbante ne sera donc pas affecté par la Fusion.

G. Date d'effet de la Fusion. Juridiquement, la Fusion deviendra effective entre les Sociétés lorsque les décisions concordantes des assemblées générales des actionnaires ou associés de la Société Absorbante et de la Société Absorbée approuvant la Fusion auront été adoptées (la "Date d'Effet").

Vis-à-vis des tiers, la Fusion deviendra effective à compter de la date de publication des décisions des assemblées générales des actionnaires ou associés de la Société Absorbante et de la Société Absorbée approuvant la Fusion dans le Mémorial C, Recueil des sociétés et associations.

D'un point de vue comptable, la Fusion prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2016. Les opérations et données financières de la Société Absorbée seront enregistrées comptablement dans les comptes de la Société Absorbante à compter du 1^{er} janvier 2016.

H. Transfert universel du patrimoine de la Société Absorbée à la Société Absorbante. Conformément, notamment, aux Articles 257 et suivants de la Loi Luxembourgeoise, la Société Absorbante acquerra l'intégralité du patrimoine de la Société Absorbée (connu et inconnu) par opération de la loi à compter de la Date d'Effet:

- tous les éléments d'actif de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante et intégreront ainsi le patrimoine de la Société Absorbante; entre autres, la Société Absorbée est propriétaire des parcelles de terrain ci-après, comprenant tout immeuble et/ou construction sur ces terrains à Hesperange, "rue Petemelchen" et "IM GEHR" enregistrée au cadastre de la commune d'Hesperange, section A d'Hesperange:

- lieu-dit "IM GEHR" numéro 758/6160, place contenant 06 a. 18 ca.; et

- lieu-dit "Peternelchen", comme suit:

* numéro 1316/5754, place contenant 02 a. 61 ca.;

* numéro 1357/6161, place contenant 76 a. 14 ca.; et

* numéro 1362/6163, chemin d'exploitation contenant 03 a. 55 ca.

- la Société Absorbante succédera à la Société Absorbée dans tous les contrats auxquels cette dernière est tenue par opération de la loi; et

- la Société Absorbée remettra à la Société Absorbante les originaux de tous ses documents constitutifs, actes, modifications, contrats/conventions et documents transactionnels de toutes sortes, ainsi que les livres comptables et les archives et tous autres documents comptables, titres ou documents de propriété de tout élément d'actif, les documents de support des opérations effectuées, valeurs mobilières et contrats, archives, coupons et tous autres documents relatifs aux éléments d'actif et droits existant à la Date d'Effet

I. Information sur la valeur des éléments d'actif et de passif de la Société Absorbée qui seront transmis à la Société Absorbante. A compter de la Date d'Effet, tous les éléments de l'actif et du passif de la Société Absorbée seront transmis par opération de la loi à la Société Absorbante à leur valeur comptable aussi bien d'un point de vue légal que comptable.

J. Approbation de la Fusion. Société Absorbante:

La décision de fusion par absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante sera prise par assemblée générale extraordinaire des associés de la Société Absorbante.

Société Absorbée:

La décision de fusion par absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante sera prise par assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Absorbée.

K. Droits des créanciers. Après réalisation de la Fusion, les créanciers de la Société Absorbée deviendront créanciers de la Société Absorbante. Les créanciers des Sociétés bénéficieront de toutes les protections et recours prévus par la Loi Luxembourgeoise, comme suit:

Conformément à la Loi Luxembourgeoise, les créancier des Sociétés dont les créances sont antérieures à la date de publication de l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante approuvant la Fusion et devant se tenir devant un notaire luxembourgeois peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les 2 (deux) mois de la publication, réclamer auprès de la juridiction compétente l'obtention de garanties et sûretés adéquates pour tout créance arrivée à maturité ou non, là où la Fusion rendrait une telle protection nécessaire;

A cet égard, les créanciers des Sociétés peuvent obtenir des informations complémentaires (sans frais) au siège social de la Société Absorbante sis au 31, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg et de la Société Absorbée sis au 31, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg.

L. Procuracy. Dans la mesure autorisée par la loi applicable, la Société Absorbée accorder par la présente un pouvoir irrévocable à la Société Absorbante pour accomplir tout acte à l'issue de la Fusion, si et dans la mesure où cela serait nécessaire, pour la mise en oeuvre et l'achèvement de la Fusion.

M. Loi Applicable. Cette proposition de fusion a été rédigée dans le but de respecter les règles du droit luxembourgeois. Référence de publication: 2016095711/235.

(160065682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

Lindorff Holdco 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, Route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 205.511.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the eleventh day of the month of April.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned:

THERE APPEARED:

Lindorff Holdco 3 S.à r.l., incorporated under the law of Luxembourg, having its registered office at 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg and in the process of being registered with the Registre de Commerce of Luxembourg,

duly represented by Mr Olivier Lansac, private employee, residing professionally in 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg,

by virtue of a power of attorney, given on April 5th 2016.

The said proxy, having been signed *in varietur* by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as here above stated, has requested the notary to state the following articles of incorporation of a limited liability company governed by the relevant laws and the present articles:

Title I. Form - Name - Duration - Registered office - Purpose

Art. 1. There is hereby formed a private limited liability company, "société à responsabilité limitée", under the name of "Lindorff Holdco 4 S.à r.l." (hereinafter the "Company") which will be governed by Luxembourg laws, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended and by the present articles of incorporation.

Art. 2. The Company is established for an unlimited period.

Art. 3. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members and to any other place in Luxembourg-City by means of a resolution of the board of managers.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

Art. 4. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the Company may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to other companies or enterprises in which the company has a participating interest or which form a part of the group of companies to which the Company belongs such as, any assistance, loans, advances and guarantees.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Title II. Capital - Units

Art. 5. The subscribed capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) corporate units with a par value of one Euro (EUR 1) each.

Art. 6. Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

A meeting of the members is called by means of an eight days prior convening notice by the chairman of the board of managers or by any two managers. The convening notice includes the agenda of the meeting.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of members duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the sole member or by members representing at least three quarters (3/4) of the capital. The members may change the nationality of the Company by a unanimous decision.

Resolutions in writing approved and signed by all members shall have the same effect as resolutions voted at a members' meeting.

Any member may participate in any meeting of the members by conference call or by other similar means of communication enabling all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The minutes of any such meeting shall however be approved and signed by all the members present at such a meeting.

Art. 7. Each unit is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The Company will recognize only one holder per unit; in case a unit is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that unit until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

Each unit gives right to one fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of units in existence.

The units may be stapled to convertible instruments issued or to be issued by the Company in accordance with the terms and conditions of such instruments. Any member who transfers, sells, assigns, pledges or otherwise disposes of one or more of its units in the capital of the Company to a third party (or to the Company in the case of a redemption) is obliged to transfer a same proportion of his convertible instruments, to that same third party (or the Company, as applicable), in accordance with the applicable terms and conditions of the concerned convertible instruments.

The general meeting of the Company may accept contributions to the share premium account or other capital contributions without issuance of new units in the Company.

Art. 8. If the Company has only one member, this sole member exercises all the powers of the general meeting.

The decisions of the sole member which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Also, contracts entered into between the sole member and the Company represented by him are recorded on minutes or drawn-up in writing. Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 9. If the Company has at least two members, the corporate units are freely transferable between the members.

The unit transfer inter vivos to non-members is subject to the consent given in a general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the Company's capital.

In the case of the death of a member the unit transfer to non-members is subject to the consent of owners of units representing no less than three quarters (3/4) of the rights held by the surviving members. In this case, however, the approval is not required if the units are transferred either to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

The Company may redeem its own corporate units.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The company's decision to redeem its own corporate units shall be taken by an unanimous vote of the members representing one hundred per cent (100 %) of the corporate capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the corporate capital by cancellation of all the redeemed shares.

Art. 10. Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the sole member or of one of the members will not bring the Company to an end.

Art. 11. For no reason and in no case, the creditors, legal successors or heirs are allowed to seal assets or documents of the Company.

Title III. Administration

Art. 12. The Company shall be managed by one or several managers, who need not to be members of the company.

The managers are appointed and removed ad nutum by the general meeting of members, which determines their powers, compensation and duration of their mandates.

Art. 13. The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing by letter, telefax or e-mail of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing by letter, telefax or e-mail another manager as his proxy.

Votes may also be cast in writing by letter, telefax or e-mail.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication enabling all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The minutes of any such meeting shall however be approved and signed by all the managers present at such a meeting.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two managers.

Art. 15. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Company in its interests.

All powers not expressly reserved by law or the present articles to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with the prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board or to any person or to any committee (the members of which need not to be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any person who need not to be manager, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

Art. 16. Towards third parties the Company is validly bound by the joint signature of 2 (two) managers, or by the single signature of the sole manager, or by the joint or single signature of any person(s) to whom such signatory power shall be delegated by the Company.

Art. 17. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible for the obligations of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 18. The accounting year of the Company shall begin on January first of each year and shall terminate on December thirty-first.

Art. 19. The annual accounts are drawn up by the managers as at the end of each fiscal year and will be at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Out of the annual net profits of the Company, five percent (5%) shall be placed into the legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the share capital of the Company.

The general meeting of members, upon recommendation of the managers, will determine how the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward,
3. The decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the members,
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Title IV. Winding up - Liquidation

Art. 20. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of members effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 21. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2016.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the said party, represented as stated here above, declares that all the corporate units have been entirely subscribed by Lindorff Holdco 3 S.à r.l., previously named, and have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) is as of now at the free disposal of the Company as has been proven to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,300.-.

Resolutions of the sole member

The prenamed sole member, represented as here above stated, representing the entire subscribed capital, has immediately taken the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 287-289, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg,
2. The number of managers is set at three managers (3).
3. The following persons are appointed manager:
 - Mr Hinnerk Koch, private employee, residing in 287-289, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg,
 - Ms Valérie Schleimer, private employee, residing in 287-289, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg,
 - Mr Olivier Lansac, private employee, residing in 287-289, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg,

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the person appearing, the said proxy holder signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le onze avril.

Par devant Nous, Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Lindorff Holdco 3 S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, et étant en train d'être immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, dûment représenté par Monsieur Olivier Lansac, employé privé, demeurant professionnellement au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Luxembourg le 5 avril 2016.

Cette procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme ci-avant indiqué, a requis le notaire d'arrêter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée régie par les lois y relatives et les présents statuts.

Titre I^{er} . Forme - Dénomination - Durée - Siège - Objet

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous le nom de «Lindorff Holdco 4 S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés et en toute autre lieu de la Ville de Luxembourg en vertu d'une décision du conseil de gérance.

Il pourra être créé, par décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises dans lesquelles la Société détient une participation ou qui font partie du même groupe de sociétés que la société, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société peut également consentir des garanties, accorder des prêts ou assister autrement les sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra aussi accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

Art. 6. Toute assemblée générale des associés de la Société régulièrement constituée représente l'entière des associés de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

L'assemblée générale des associés se réunira sur convocation notifiée huit jours en avance par le président du conseil de gérance ou par deux des gérants nommés. La convocation énonce l'ordre du jour de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés et s'ils confirment qu'ils ont été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Sauf stipulation contraire contenue dans la loi, les décisions de l'assemblée générale des associés dûment convoquée seront prises à la majorité simple des présents et votants.

Le capital et d'autres dispositions des présents statuts peuvent, à tout moment, être changés par l'associé unique ou par des associés représentant au moins trois quarts (3/4) du capital. Les associés peuvent changer la nationalité de la Société par une décision unanime.

Les résolutions prises par écrit avec l'approbation et la signature de tous les associés ont le même effet que des résolutions votées en assemblée des associés.

Tout associé peut participer à toute réunion de l'assemblée par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le procès-verbal d'une telle réunion devra toutefois être approuvé et signé par tous les associés.

Art. 7. Chaque part donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La Société reconnaît une seule personne par part; si une part est détenue par plus d'une personne, la Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme en étant le seul propriétaire dans les relations avec la Société.

Chaque part sociale donne droit à une fraction de l'actif social et des bénéfices de la Société proportionnelle au nombre des parts existantes.

Les parts peuvent être attachées à des instruments convertibles émis ou à émettre par la Société selon les termes et les conditions générales de ces instruments. Tout associé qui transfère, vend, confère, met en gage ou cède une ou plusieurs de ses parts du capital social de la Société à une tierce partie (ou à la Société en cas de rachat) est obligé de transférer une proportion identique de ses instruments convertibles à la même partie tierce (ou à la Société selon le cas), selon les termes et les conditions générales des instruments convertibles concernés.

L'assemblée générale peut accepter des apports au compte de prime d'émission ou d'autres apports en capitaux propres sans émission de nouvelles parts sociales.

Art. 8. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale.

Les décisions de l'associé unique prises dans le domaine de l'alinéa 1^{er} sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 9. Si la Société compte au moins deux associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Le transfert de parts sociales entre vifs à des non-associés est soumis à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de décès d'un associé le transfert de parts sociales à des non-associés est soumis à l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois quarts (3/4) des droits appartenant aux survivants. Dans ce cas, cependant, l'agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayant droits ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Titre III. Administration

Art. 12. La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être des associés.

Les gérants sont désignés et librement révoqués par l'assemblée générale des associés qui détermine leurs pouvoirs, rémunérations et durée des mandats.

Art. 13. Le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres un président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées d'associés.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans la convocation.

Une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance doit être adressée à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour la réunion, excepté en cas d'urgence pour lequel la nature des circonstances d'urgence doit être mentionnée dans la convocation. Cette convocation peut être écartée par l'accord écrit par lettre, télécopie ou e-mail de chaque gérant. Des convocations séparées ne sont pas requises pour des réunions individuelles tenues à des lieux et heures prescrites dans un programme préalablement adopté par une résolution du conseil de gérance.

Tout gérant pourra prendre part à une réunion du conseil de gérance en donnant pouvoir à un autre gérant par écrit par lettre, télécopie ou e-mail.

Les votes pourront être également effectués par écrit par lettre, télécopie ou e-mail.

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Les résolutions prises par écrit avec l'approbation et la signature de tous les gérants ont le même effet que des résolutions votées en réunions des gérants.

Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le procès-verbal d'une telle réunion devra toutefois être approuvé et signé par tous les gérants présents à une telle réunion.

Art. 14. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui a présidé une telle réunion.

Les copies ou extraits de tels procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou à toute autre occasion seront signés par le président, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 15. Le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter tous actes d'administration et de disposition pour compte de la Société et dans l'intérêt de celle-ci.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance pourra déléguer ses pouvoirs de conduire les affaires courantes de la Société et la représentation de la Société pour de telles affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale des associés, à un ou plusieurs membres du conseil de gérance ou à toute autre personne ou à tout comité (dont les membres n'ont pas à être gérants) délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil de gérance déterminera. Il pourra également confier tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne qui ne doit pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 16. Vis-à-vis des tiers la Société est valablement engagée par la signature conjointe de 2 (deux) gérants, par la signature individuelle du gérant unique, ou par la signature conjointe ou unique de toute personne(s) à qui un pouvoir de signature a été délégué par la Société.

Art. 17. Dans l'exécution de leur mandat, les gérants ne sont pas responsables personnellement des engagements de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils sont responsables de l'exercice correct de leurs obligations.

Art. 18. L'année sociale commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre.

Art. 19. A la fin de chaque exercice, le conseil de gérance prépare les comptes annuels qui sont à la disposition des associés au siège social de la Société.

Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'assemblée générale des associés, sur recommandation du conseil de gérance, déterminera l'affectation des bénéfices nets annuels.

Des dividendes intérimaires pourront être distribués, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. des comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance,
2. ces comptes font apparaître un bénéfice y inclus les bénéfices reportés,
3. la décision de verser des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés,
4. le paiement est effectué lorsque la Société a obtenu l'assurance que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

Titre IV. Dissolution - Liquidation

Art. 20. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales) nommés par assemblée générale des associés décidant de la dissolution et fixant les pouvoirs et la rémunération des liquidateurs.

Art. 21. Tout ce qui n'est pas expressément réglementé par les présents statuts sera déterminé en concordance avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le trente et un décembre de l'année deux mille seize.

Souscription et Paiement

La partie comparante ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, cette partie comparante, ici représentée comme indiqué ci-dessus, a déclaré que l'intégralité des parts sociales a été souscrite par Lindorff Holdco 3 S.à r.l., pré-qualifié, et a été intégralement libérée par un apport en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la Société ce dont il a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément que ces conditions sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit incombant à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes s'élèvent approximativement à la somme de EUR 1.300,-.

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique, représenté comme ci-avant indiqué, représentant l'intégralité du capital social souscrit a pris immédiatement les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé à 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg,
2. Le nombre de gérants est fixé à trois (3),
3. Les personnes suivantes sont nommées gérants:
 - Monsieur Hinnerk Koch, employé privé, dont l'adresse professionnelle est située à 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, employé privé;
 - Madame Valérie Schleimer, employée privée, dont l'adresse professionnelle est située à 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, employée privée;
 - Monsieur Olivier Lansac, employé privé, dont l'adresse professionnelle est située à 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, employé privé;

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Il est spécifié qu'à la demande du comparant en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire du comparant, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: O. LANSAC, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 avril 2016. Relation: 1LAC/2016/12393. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016096139/387.

(160066108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2016.

Franklin Global Investment Funds, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 8A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 205.448.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the fourteenth day of April.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

Templeton Global Advisors Limited, a company incorporated under the laws of the Bahamas, having its registered office located at Templeton Building, Lyford Cay, P.O. Box N 7759, Nassau, Bahamas, represented by Mr Gregory Surply, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 13 April 2016.

The above mentioned proxy, signed by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as above stated, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a société anonyme:

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" under the name of "Franklin Global Investment Funds" (the "Company").

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation") as prescribed in Article 30 hereof.

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets under the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as this law may be amended from time to time (the "2007 Law"), with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the largest extent permitted by the 2007 Law.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors of the Company (the "Board of Directors") may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly-owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, or in case of events of force majeure, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary

measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company determined in accordance with Article 24 hereof.

The minimum capital of the Company shall be the equivalent in United States dollars ("USD") of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) as provided by the 2007 Law. The minimum capital of the Company must be achieved within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorized as a specialised investment fund under Luxembourg law.

The Board of Directors is authorized without limitation to issue further fully paid shares at any time at the respective net asset value per share determined in accordance with Article 24 hereof without reserving the existing shareholders a pre-emptive right to purchase the shares to be issued.

The Board of Directors may delegate to any duly authorized director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and receiving payment for such new shares and to deliver the latter.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be issued in different sub-funds within the meaning of Article 71 of the 2007 Law (individually a "Sub-Fund" and collectively "Sub-Funds") and the proceeds of the issue of the shares of each Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 3 hereof in securities of any kind and other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, or with such specific distribution policy or specific fee and charge structure or with such other specific features as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Sub-Fund. The Board of Directors may further decide to create within each Sub-Fund two or more share classes (individually a "Share Class" and collectively "Share Classes") whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned but where a specific fee and charge structure, a specific distribution policy, hedging policy or other specific features are applied to each Share Class.

Any reference herein to "Sub-Fund" shall also mean a reference to "Share Class" unless the context requires otherwise. For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital of the Company shall be the total net assets of all the Sub-Funds. The Company shall prepare consolidated accounts in USD.

Art. 6. Shares of the Company are exclusively reserved for subscription by well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law ("Well-Informed Investors").

The Company issues shares in registered form only. If and to the extent permitted, and under the conditions provided for, by law, the Board of Directors may at its discretion decide to issue, in addition to shares in registered form, shares in dematerialised form. Dematerialised shares are shares exclusively issued by book entry in an issue account (compte d'émission, the "Issue Account") held by a central account holder (the "Central Account Holder") designated by the Company and disclosed in the issuing document of the Company (the "Issuing Document"). Under the same conditions, holders of registered shares may also request the conversion of their shares into dematerialised shares. The registered shares will be converted into dematerialised shares by means of a book entry in a security account (compte titres, the "Security Account") in the name of their holders. In order for the shares to be credited on the Security Account, the relevant shareholder will have to provide to the Company any necessary details of his/her/its account holder as well as the information regarding his/her/its Security Account. This information data will be transmitted by the Company to the Central Account Holder who will in turn adjust the Issue Account and transfer the shares to the relevant account holder. The Company will adapt, if need be, the register of shareholders. The costs resulting from the conversion of registered shares at the request of their holders will be borne by the latter unless the Board of Directors decides at its discretion that all or part of these costs must be borne by the Company.

Ownership of registered shares is evidenced by the entry in the register of shareholders of the Company and shareholders shall receive a confirmation of their shareholding. The Board of Directors may however decide to issue share certificates, as disclosed in the Issuing Document. Share certificates, if issued, shall be signed by two directors. Both such signatures may be manual, printed, by facsimile or electronic. However, one of such signatures may be by a person delegated to this effect by the Board of Directors. In such latter case, the signature shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the purchase instruction and payment of the purchase price as set forth in Article 25 hereof. The purchaser will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, obtain delivery of a confirmation of his shareholding or a definitive share certificate (if applicable).

All issued shares of the Company other than dematerialised shares (if issued) shall be inscribed in the register of shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated by the Company for such purpose and such register of shareholders shall contain the name of each holder of registered shares, his/her/its residence or elected domicile so far as notified to the Company, the Sub-Fund, the number of shares held by him/her/its and the amount paid in on each such share.

Transfer of registered shares shall be effected by inscription in the register of shareholders of the transfer to be made by the Company upon delivery of a duly signed share transfer form or any other instruments of transfer satisfactory to the

Company, together with, if issued, the relevant share certificate to be cancelled. The instruction must be dated and signed by the transferor(s), and if requested by the Company or its designated agent also signed by the transferee(s), or by persons holding suitable powers of attorney to act in that capacity. The transfer of dematerialised shares (if issued) shall be made in accordance with applicable laws.

In case of registered shares the Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders, as full owner of the shares.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the register of shareholders. In the case of joint holders of shares, only one address will be inserted in the register of shareholders and notices and announcements will be sent to that address only.

In the event that a shareholder does not provide an address or notices and announcements are returned as undeliverable to the address in the register of shareholders, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address is provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time. The shareholder shall be responsible for ensuring that his details, including his address, for the register of shareholders are kept up to date and shall bear any and all responsibility should any details be incorrect or invalid.

Holders of dematerialised shares must provide, or must ensure that registrar agents shall provide, the Company with information for identification purposes of the holders of such shares in accordance with applicable laws. If on a specific request of the Company, the holder of dematerialised shares does not furnish the requested information, or furnishes incomplete or erroneous information within a time period provided for by law or determined by the Board of Directors at its discretion, the Board of Directors may decide to suspend voting rights attached to all or part of the dematerialised shares held by the relevant person until satisfactory information is received.

The address of the shareholders as well as all other personal data of shareholders collected by the Company and/or any of its agents may be, subject to applicable local laws and regulations, collected, recorded, stored, adapted, transferred or otherwise processed and used ("processed") by the Company, its agents and other companies of the Franklin Templeton Investments Group, any subsidiary or affiliate thereof, which may be established outside Luxembourg and/or the European Union, including the US and India, and the financial intermediary of shareholders. Such data may be processed for the purposes of account administration, anti-money laundering and counter-terrorist financing identification, tax identification (including, but not limited to, for the purpose of compliance with the Foreign Account Tax Compliance Act, as might be amended, completed or supplemented ("FATCA")) and/or with the Common Reporting Standard ("CRS") as well as, to the extent permissible and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations and any other local applicable laws and regulations, the development of business relationships including sales and marketing of Franklin Templeton Investments products and services.

If payment made, or sale or switch requested, by an investor results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the register of shareholders, unless the shares are held through a clearing system allowing only entire shares to be handled. A share fraction shall not give entitlement to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend. Fractions of dematerialised shares, if any, may also be issued at the discretion of the Board of Directors.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any sale proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, in accordance with Luxembourg law.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate, if issued, has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered to the Company by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the duplicate share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new share certificates by order of the Company. The mutilated certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately.

The Company may, at its discretion, charge the shareholder for the costs of a duplicate or a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of an old share certificate.

Art. 8. The Company may restrict or prevent the ownership of shares by any US person (as defined hereafter) and/or any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company or its shareholders, may result in a breach of any applicable law or regulation (whether Luxembourg or foreign) or may expose the Company or its shareholders to liabilities (to include, inter alia, regulatory or tax liabilities and any other tax liabilities that might derive, inter alia, from FATCA requirements or any breach thereof) or any other disadvantages that it or they would not have otherwise incurred or been exposed to. Such persons, firms or corporate bodies (including US persons and/

or persons subject to FATCA requirements or in breach thereof as well as person or entity that does not qualify as a Well-Informed Investor) are herein referred to as "Prohibited Persons".

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a Prohibited Person;

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the register of shareholders to furnish it with any representations and warranties or any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not, to what extent and under which circumstances, beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a Prohibited Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

c) where it appears to the Company that any Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of shares or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties in a timely manner as the Company may require, compulsorily redeem from any such shareholder all or part of the shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the register of shareholders of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate(s), if issued, representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed as to such shares from the register of shareholders.

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called the "redemption price") shall be an amount equal to the net asset value per share of the Company, determined in accordance with Article 24 hereof less any fees and charges as defined in Article 22 hereof and disclosed in the Issuing Document.

3) Payment of the redemption price will be made to the person appearing as the owner of such shares and will be deposited by the Company with a bank in the Grand Duchy of Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person upon surrender of the share certificate(s) representing the shares specified in such notice, if any. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate(s) as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles of Incorporation, the term "US person" shall have the same meaning as set forth in the Issuing Document. The Board of Directors may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

In addition to the foregoing, the Company may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares of a Sub-Fund until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as a Well-Informed Investor. If it appears at any time that a holder of shares of a Sub-Fund is not a Well-Informed Investor, the Company will compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this Article.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who is a Prohibited Person shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses expenses and liabilities (including, inter alia, tax liabilities deriving from FATCA requirements) resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an eligible investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Sub-Fund of which shares are held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, each year, in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last bank business day in Luxembourg of June of each year at 2.00 p.m. (Luxembourg time). The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraph, which date, time and place are to be decided by the Board of Directors.

Other general meetings of shareholders or Sub-Fund meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. Sub-Fund meetings may be held to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

Two or more Sub-Funds may be treated as a single Sub-Fund if such Sub-Funds would be affected in the same manner by the proposals requiring the approval of holders of shares relating to these Sub-Funds.

Art. 11. The quorum and time required by the laws of Grand Duchy of Luxembourg shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to his shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date. In case of dematerialised shares (if issued) the right of a holder of such shares to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to such shares will be determined by reference to the shares held by this holder as at the time and date provided for by Luxembourg laws and regulations.

Subject to the limitations imposed by these Articles, each entire share is entitled to one vote, irrespective of the Sub-Fund to which it belongs and regardless of the net asset value per share of the Sub-Fund.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile or by any other electronic means capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

Except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders or at a Sub-Fund meeting duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes attached to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders to allow them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the Board of Directors or upon the written request of shareholders representing at least one tenth (1/10) of the share capital of the Company, pursuant to a notice setting forth the agenda sent and/or published in accordance with applicable law.

If, however all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice convocation.

Art. 13. To the extent the Issuing Document does not directly include the information to be provided to investors before they invest in the Company as per article 21 of the Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, as this law may be amended from time to time (the "AIFM Law"), the Issuing Document will indicate where such information can be obtained.

Art. 14. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members. Members of the Board of Directors (individually a "Director" and collectively the "Directors") need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at a general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders of the Company.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 15. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairman. It may also choose a secretary, who needs not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or by any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the Board of Directors, but in his absence the shareholders or the Board of Directors may appoint another Director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority of the Directors present or represented, or of the votes cast at any such meeting respectively.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation

and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles of Incorporation, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing, or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing such appointment another Director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing, or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing such vote.

Any Director may attend a meeting of the Board of Directors using teleconference means, provided that (i) the Director attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission is performed on an ongoing basis and (iv) the Directors can properly deliberate. The participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at the meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. Decision shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

The Directors acting unanimously by circular resolution may express their consent on one or several separate instruments in writing, or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile. The date of the decision contemplated by these resolutions shall be the latest signature date.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to one or several physical persons or corporate entities which do not need to be Directors.

The Board of Directors may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board of Directors or not) as it deems fit.

Art. 16. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two Directors, or by any person to whom such power has been delegated by the Board of Directors.

Art. 17. The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy for each Sub-Fund, and the course of conduct of the management and business affairs of the Company within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations.

The Board of Directors will in its entire discretion determine the appropriate investment policy, size and portfolio structure of each Sub-Fund subject to adequate disclosure in the Issuing Document in compliance with applicable laws and regulations.

Any Sub-Fund may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the Issuing Document, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more Sub-Funds. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned. In addition and for as long as these shares are held by a Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2007 Law.

Art. 18. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director, or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of such connection and/or relationship with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, that Director or officer must make such a conflict known to the Board of Directors and shall not consider, or vote on, any such transaction, and any such transaction shall be reported to the next meeting of shareholders.

The preceding paragraph shall not apply where the decision of the Board of Directors or by the single Director relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used above, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company or any subsidiary thereof, or any other company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion, including, but not limited to, any company of, or related to, the Franklin Templeton Investments Group, any subsidiary or affiliate thereof, provided that this personal interest is not considered as conflicting interest according to applicable laws and regulations.

Art. 19. The Company may indemnify any Director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct.

Art. 20. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors, or by the joint or individual signature (s) of any person(s) to whom such authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 21. The Company shall appoint an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) who shall carry out the duties prescribed by the 2007 Law. The approved statutory auditor shall be elected by the general meeting of shareholders for a period ending at the next annual general meeting and until its successor is elected.

Art. 22. As prescribed below, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Any shareholder may instruct the sale of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the Issuing Document. The instruction to sell may not be executed until any previous transaction involving the shares to be sold has been completed and settled by such shareholder.

The sale price shall normally be paid within a period of time, to be determined by the Board of Directors and disclosed in the Issuing Document, after the date on which the applicable net asset value was determined, and shall be equal to the net asset value of the relevant Sub-Fund's shares as determined in accordance with the provisions of Article 24 hereof less such applicable fees and charges (including but not limited to the dilution levy as described hereafter) as the Board of Directors may by resolution decide and such sum as the Board of Directors may consider an appropriate provision for duties and charges (including stamp and other duties, taxes and governmental charges, brokerage commissions, bank charges, transfer fees, registration and certification fees and other similar duties and charges) ("dealing charges") which would be incurred if all the assets held by the Company and taken into account for the purpose of the relative valuation were to be realised at the values attributed to them in such valuation and taking into account any factors which it is in the opinion of the Board of Directors acting prudently and in good faith proper to take into account, such price being rounded down to two (2) decimal places and such rounding to accrue to the benefit of the Company.

In addition a dilution levy may be imposed on shareholder transactions as specified in the Issuing Document. Such dilution levy should not exceed a certain percentage of the net asset value determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the Issuing Document. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet sale and switch instructions.

The Board of Directors may extend the period for payment of the sale price to such period, not exceeding thirty (30) Luxembourg business days, as may be required by settlement and other constraints prevailing in the financial markets of countries in which a substantial part of the assets attributable to any Sub-Fund shall be invested.

Any instruction to sell shares must be filed by the relevant shareholder in written form, subject to the conditions set out in the Issuing Document, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for sale of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

With the prior consent of the shareholder(s) concerned, and having due regard to the principle of equal treatment of shareholders, the Board of Directors may satisfy instructions to sell in whole or in part in specie by allocating to the selling shareholder(s) investments from the portfolio of the relevant Sub-Fund equal in value to the net asset value attributable to the shares to be sold, as more fully described in the Issuing Document. To the extent required by applicable laws and regulations, such sale will be subject to a special report by the approved statutory auditor of the Company. The specific costs for such sale, in particular the costs of the special report will be borne by the selling shareholder or by a third party, unless the Board of Directors considers that such sale is in the interest of the Company or made to protect the interest of the Company, in which case the costs may be borne entirely or partially by the Company.

The Company may require an instruction to sell to be given by such notice prior to the date on which the sale shall be effective as the Board of Directors shall reasonably determine.

Any instruction to sell shall be irrevocable except in the event of suspension of the valuation of the assets pursuant to Article 23 hereof. If the instruction is not withdrawn, the sale of the shares will be made on the next Valuation Day (as defined below) following the end of the suspension.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Subject to any restriction as described in the Issuing Document, any shareholder may instruct to switch all or part of his shares into shares of another Sub-Fund at the respective net asset values of the shares of the relevant Sub-Funds, adjusted by the relevant dealing charges, and rounded up or down as the Board of Directors may decide, provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of switch, and may make such switch subject to payment of a charge, as specified in the Issuing Document. The instruction to switch may not be executed until any previous transaction involving the shares to be switched has been completed and settled by such shareholder.

No switch by a single shareholder may, unless otherwise decided by the Board of Directors, be for less than an amount to be determined by the Board of Directors from time to time and disclosed in the Issuing Document.

If a sale or switch of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder in one Sub-Fund below an amount to be determined by the Board of Directors from time to time and disclosed in the Issuing Document, then such shareholder may be deemed to have instructed to sell or switch all his shares of such Sub-Fund.

If instructions to sell or switch of more than a percentage of the net asset value of the shares or the number of shares of any Sub-Fund to be determined by the Board of Directors from time to time and disclosed in the Issuing Document are received on any Valuation Day (as defined below), the Board of Directors may decide that, subject to applicable regulatory requirements, sales and/or switches shall be suspended. In these circumstances the sale or switch may be deferred as further described in the Issuing Document. These instructions to sell or switch will be executed in accordance with the procedures described in the Issuing Document.

In addition, if in exceptional circumstances the liquidity of a Sub-Fund does not permit payment of sale proceeds or a switch to be made within such period of time determined by the Board of Directors and disclosed in the Issuing Document, such payment or switch will be made as soon as reasonably practicable but without interest.

The Board of Directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting instructions to sell and switch and if applicable effecting payments in relation thereto.

Art. 23. For the purpose of determination of the purchase, sale and switch prices, the net asset value of shares in the Company shall be determined as to the shares of each Sub-Fund by the Company from time to time, but in no instance less than once monthly, as the Board of Directors by resolution may direct (every such day or time for determination of net asset value being referred to herein as a "Valuation Day" as further described in the Issuing Document).

The Company may suspend the determination of the net asset value of shares of any particular Sub-Fund, as well as the purchase and sale of its shares as well as the switch of shares from and to shares of another Sub-Fund:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or markets on which any substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund from time to time are quoted is closed, or during which dealings therein are restricted or suspended;

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable; or

c) during any breakdown or restriction in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of any particular Sub-Fund or the current price or value on any stock exchange or market; or

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments due on sale of shares of such Sub-Fund or any period when the transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on sale of shares cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal rates of exchange; or

e) during any period when the net asset value of shares of any Sub-Fund may not be determined accurately; or

f) during any period when in the opinion of the Directors there exists unusual circumstances where it would be impractical or unfair towards the shareholders to continue dealing in the shares of the Company or of any Sub-Fund or any other circumstances, or circumstances where a failure to do so might result in the shareholders of the Company or a Sub-Fund incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantage or other detriment which the shareholders of the Company or a Sub-Fund might not otherwise have suffered; or

g) if the Company or a Sub-Fund is being or may be wound-up, on or following the date on which such decision is taken by the Board of Directors or notice is given to shareholders of a general meeting of shareholders at which a resolution to wind-up the Company or a Sub-Fund is to be proposed; or

h) in the case of a merger, if the Board of Directors deems this to be justified for the protection of the shareholders; or

i) in the case of a suspension of the calculation of the net asset value of one or several underlying investment funds in which a Sub-Fund has invested a substantial portion of assets.

Any such suspension shall be publicized, if appropriate, by the Company and shall be notified to shareholders instructing the sale or switch of their shares by the Company at the time of the filing of the written request for such sale or switch as specified in Article 22 hereof.

Such suspension as to any Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the net asset value, the purchase, sale and switch of the shares of any other Sub-Fund.

Art. 24. The net asset value of shares of each Sub-Fund shall be expressed as a per share figure in the currency of the relevant Sub-Fund and shall be determined in respect of any Valuation Day in the currency of the relevant Sub-Fund by dividing the net assets of the Company corresponding to each Sub-Fund, being the value of the assets of the Company corresponding to such Sub-Fund, less its liabilities attributable to such Sub-Fund at the close of business on such date, by the number of shares of the relevant Sub-Fund then outstanding and by rounding the resulting sum up or down to the nearest unit of currency, in the following manner:

The net asset value of shares of each Sub-Fund will be calculated and available not later than the date set forth in the Issuing Document. Unless otherwise provided for in the Issuing Document, information regarding the valuations and calculations will be available at the registered office of the Company.

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- c) all bonds, time notes, shares, stocks, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other derivative instruments, units or shares of undertakings for collective investment, and other investments and securities owned or contracted for by the Company;
- d) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company and to the extent known by the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- f) the formation expenses of the Company insofar as the same have not been written off, and
- g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

1) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends, cash distributions and interest accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

2) The value of transferable securities, money market instruments and financial derivative instruments are valued on the basis of the last available price at the closing of the relevant stock exchange or regulated market on which these securities or assets are traded or admitted for trading. Where such securities or other assets quoted or dealt in on one or more than one stock exchange or regulated market, the Board of Directors shall make rules as to the order of priority in which such stock exchanges or other regulated markets shall be used for the provisions of prices of securities or assets.

3) If a transferable security or money market instrument is not traded or admitted on any official stock exchange or an regulated market, or in the case of transferable securities or money market instruments so traded or admitted where the last available price is not representative of their fair market value, the Board of Directors shall proceed on the basis of their reasonably foreseeable sales price, which shall be valued with prudence and in good faith.

4) The financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other regulated market will be valued in accordance with market practice as may be further disclosed in the Issuing Document.

5) Units or shares of undertakings for collective investment, including Sub-Fund(s) of the Company, shall be valued on the basis of their last available net asset value as reported by such undertakings or in accordance with item 2) where such securities are listed.

6) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or, for those with an initial or residual maturity of no more than 397 days or regular yield adjustments in line with the maturities mentioned before, on an amortised cost basis.

7) All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner.

8) If any of the aforementioned valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets, the Board of Directors may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

9) Any assets or liabilities in currencies other than the base currency of the respective Sub-Funds will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other recognised financial institution.

The net asset value may be adjusted as the Board of Directors or its delegate may deem appropriate to reflect, among other considerations, any dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholders' transactions.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- a) all loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued or payable administrative expenses (including management company, if any, fees, investment management and/or advisory fees, depositary fees and corporate agents' fees);
- c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other provisions if any authorized and approved by the Board of Directors covering, among others, liquidation expenses; and
- e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company comprising formation expenses, fees payable to the management company, if appointed, the investment managers and/or advisers, fees and expenses of the accountants, the depositary, the registrar and transfer, corporate, domiciliary and administrative agent, the principal paying agent and the local paying agents (if any) and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, fees for legal and/or auditing services, insurance premiums, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising and/or preparing and printing of the issuing documents, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage commissions, postage, telephone, telegram, telex, telefax message and facsimile (or other similar means of communication). The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The Board of Directors shall establish a pool of assets for the shares of each Sub-Fund in the following manner:

- a) the proceeds from the issue of shares of each Sub-Fund shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that Sub-Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;
- b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;
- c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;
- d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be equally divided between all the pools or, as insofar as justified by the amounts, shall be allocated to the pools pro rata to the net asset value of the relevant pool;
- e) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividend declared.

If there have been created, as more fully described in Article 5 hereof, within any Sub-Fund two or several Share Classes, the allocation rules set out above shall apply, *mutatis mutandis*, to such Share Classes.

Each pool of assets and liabilities shall consist of a portfolio of securities of any kind and other assets in which the Company is authorised to invest, and the entitlement of each Sub-Fund within the same pool will change in accordance with the rules set out below.

In addition there may be held within each pool on behalf of one specific Sub-Fund or several specific Sub-Funds, assets which are Sub-Fund specific and kept separate from the portfolio which is common to all Sub-Funds related to such pool and there may be assumed on behalf of such Sub-Fund or Sub-Funds specific liabilities.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the Sub-Funds related to a same pool which shall be allocable to each Sub-Fund shall be determined by taking into account purchases, sales, distributions, as well as payments of Sub-Fund specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from Sub-Fund specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied *mutatis mutandis*.

The percentage of the net asset value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each Sub-Fund shall be determined as follows:

- 1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each Sub-Fund shall be determined by reference to the allocations made on behalf of the relevant Sub-Fund;
- 2) the purchase price received upon the purchase of shares of a specific Sub-Fund shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant Sub-Fund;

3) if in respect of one Sub-Fund the Company acquires specific assets or pays specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other Sub-Funds) or makes specific distributions or pays the sale price in respect of shares of a specific Sub-Fund, the proportion of the common portfolio attributable to such Sub-Fund shall be reduced by the acquisition cost of such Sub-Fund specific assets, the specific expenses paid on behalf of such Sub-Fund, the distributions made on the shares of such Sub-Fund or the sale price paid upon sale of shares of such Sub-Fund;

4) the value of Sub-Fund specific assets and the amount of Sub-Fund specific liabilities are attributed only to the Sub-Fund to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the net asset value per share of such specific Sub-Fund.

D. For the purposes of this Article:

a) shares of the Company to be sold under Article 22 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

b) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the asset value of shares; and

c) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

E. Pooling

1. The Board of Directors may decide to invest and manage all or any part of the pool of assets established for two or more Sub-Funds (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such asset pool ("Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board of Directors may from time to time make further transfers to the Asset Pool. They may also transfer assets from the Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be contributed to an Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Asset Pool concerned. The provisions of sections C. and D. of this Article shall, where relevant, apply to each Asset Pool as they do to a Participating Fund.

2. All decisions to transfer assets to or from an Asset Pool (hereinafter referred to as "transfer decisions") shall be notified forthwith in writing, or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile or any other acceptable means to the Depository (as defined hereafter) stating the date and time at which the transfer decision was made.

3. A Participating Fund's participation in an Asset Pool shall be measured by reference to notional units ("units") of equal value in the Asset Pool. On the formation of an Asset Pool the Board of Directors shall in its discretion determine the initial value of a unit which shall be expressed in such currency as the Directors consider appropriate, and shall allocate to each Participating Fund units having an aggregate value equal to the amount of cash (or value of other assets) contributed. Fractions of units, calculated to three (3) decimal places, may be allocated as required. Thereafter the value of a unit shall be determined by dividing the net asset value of the Asset Pool (calculated as provided below) by the number of units subsisting.

4. When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Asset Pool, the allocation of units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Board of Directors considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned; in the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Asset Pool.

5. The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Asset Pool at any time and the net asset value of the Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of Article 23 provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

6. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective participation in the Asset Pool at the time of receipt. On the dissolution of the Company the assets in an Asset Pool will (subject to the claims of creditors) be allocated to the Participating Funds in proportion to their respective participation in the Asset Pool.

Art. 25. Whenever the Company shall offer shares for purchase, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be the net asset value as hereinabove defined for the relevant Sub-Fund together with such sum as the Board of Directors may consider represents an appropriate provision for duties and charges (including stamp and other duties, taxes, governmental charges, brokerage commissions, bank charges, transfer fees, registration and certification fees and other similar duties and charges) ("dealing charges") which would be incurred if all the assets held by the Company and taken into account for the purposes of the relative valuation were to be acquired at the values attributed to them in such valuation and taking into account any other factors which it is in the opinion of the Board of Directors proper to take into account, plus such commission as set out in the Issuing Document, such price to be rounded up or down to two (2) decimal

places as the Board of Directors may decide. Any remuneration to agents active in the placing of the shares shall be paid out of such commission. The price so determined shall be payable within a period to be determined by the Board of Directors and disclosed in the Issuing Document and not exceeding seven (7) Luxembourg business days after the date on which the instruction was accepted.

In addition, a dilution levy may be imposed on shareholder transactions as specified in the Issuing Document. Such dilution levy should not exceed a certain percentage of the net asset value determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the Issuing Document. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet instructions to purchase.

The purchase price (not including the sales commission, if any) may, upon approval of the Board of Directors and subject to all applicable laws and regulations, notably with respect to a special report from the approved statutory auditor of the Company (which may also be specifically requested by the Board of Directors), be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board of Directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

The specific costs for such purchase in kind, in particular the costs of the special report will be borne by the purchaser, or a third party, unless the Board of Directors considers that the contribution in kind is in the interest of the Company or made to protect the interest of the Company, in which case these costs may be borne entirely or partially by the Company.

Art. 26. The accounting year of the Company shall begin on the 1st January of each year and shall terminate on the 31st December of the same year.

The accounts of the Company shall be expressed in USD. When there shall be different Sub-Funds as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such Sub-Funds are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into USD and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Company.

The accounts of the Company shall be prepared in accordance with International Financial Reporting Standards ("IFRS") which the Board of Directors considers to be the most appropriate for the Company.

Art. 27. The appropriation of the annual results and any other distributions shall be determined by the annual general meeting of shareholders upon proposal by the Board of Directors.

Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on whether or not dividends are declared to the shares of any Sub-Fund or whether any other distributions are made in respect of each Sub-Fund shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set forth above, of the shareholders of such Sub-Fund.

Interim dividends may, subject to the conditions set forth by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, be paid out on the shares of any Sub-Fund upon decision of the Board of Directors.

No distribution may be made if as a result thereof the capital of the Company became less than the minimum prescribed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

The dividends declared will normally be paid in the currency in which the relevant Sub-Fund is denominated or in such other currencies as may be determined by the Board of Directors and may be paid at such places and times as shall be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to convert dividend funds to the currency of payment.

Dividends may further, in respect of any Sub-Fund, include an allocation from an equalization account which may be maintained in respect of any such Sub-Fund and which, in such event, will, in respect of such Sub-Fund be credited upon purchase of shares and debited upon sale of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

The Board of Directors may decide that dividends be automatically reinvested unless a shareholder elects for receiving payment of dividends. However, no dividends will be distributed if their amount is below an amount to be determined by the Board of Directors from time to time and disclosed in the Issuing Document. Such amount will automatically be reinvested.

A dividend declared but unclaimed on a share after a period of five (5) years from the date of declaration of such dividend shall be forfeited and revert to the relevant Sub-Fund.

Art. 28. The Company may delegate to third parties for the purpose of a more efficient conduct of its business the power to carry out on its behalf one or more of its own functions.

The Company may also designate an alternative investment fund manager in accordance with the 2007 Law and the AIFM Law.

The Company shall appoint a depository which shall satisfy the requirements of the 2007 Law and the AIFM Law (the "Depository") and which shall be responsible, among others, for the safekeeping of the assets of the Company and shall hold the same itself or through its agents. The Depository has strict liability for losses of the Company's financial instruments held in custody and has the obligation of their restitution in accordance with the provisions of the AIFM Law.

Such strict liability may be discharged by ad hoc agreements where the law of a non-EU member country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation

requirements laid down in Article 19, paragraph 11 (d) (ii) of the AIFM Law. In such case, all conditions laid down in Article 19, paragraph 14, of the AIFM Law shall be met.

In the event of the Depositary desiring to resign the Board of Directors shall use their best endeavours to find a company to act as depositary and upon doing so the Board of Directors shall appoint such company to be depositary in place of the resigning Depositary. The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary, but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

Art. 29. In the event of a liquidation of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders resolving to liquidate the Company and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund shall be distributed by the liquidator(s) to the holders of shares of each Sub-Fund in proportion of their holding of shares in such Sub-Fund.

The Board of Directors of the Company may decide to liquidate a Sub-Fund if the net assets of such Sub-Fund fall below an amount to be determined by the Board of Directors and disclosed in the Issuing Document, or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned would justify such liquidation, or if required by the interests of the shareholders of the Sub-Fund concerned. The decision of the liquidation will be published or notified, if appropriate, by the Company in accordance with applicable laws and regulations. Unless the Board of Directors otherwise decides in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to instruct the sale or switch of their shares. Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of the Sub-Fund concerned will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of their beneficiaries. If not claimed, they shall be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Under the same circumstances as provided in the preceding paragraph, the Board of Directors may decide to close one Sub-Fund by contribution into another Sub-Fund. Such decision will be published or notified, if appropriate, in the same manner as described in the preceding paragraph and, in addition, the publication/notification will contain information in relation to the new Sub-Fund. Such publication/notification will be made within one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, before the operation involving contribution into another Sub-Fund becomes effective.

The Board of Directors may also, under the same circumstances as provided above, decide to close down one Sub-Fund by contribution into another collective investment undertaking governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg. Such decision will be published or notified, if appropriate, in the same manner as described above and, in addition, the publication/notification will contain information in relation to the other collective investment undertaking. Such publication/notification will be made within one month before the date on which the merger becomes shares, free of charge, before the operation involving contribution into another collective investment undertaking becomes effective. In case of contribution to another collective investment undertaking of the mutual fund type, the merger will be binding only on shareholders of the relevant Sub-Fund who will expressly agree to the merger.

In the event that the Board of Directors determines that it is required by the interests of the shareholders of the relevant Sub-Fund or that a change in the economical or political situation relating to the class concerned has occurred which would justify it, the reorganization of one Sub-Fund by means of a division into two or more Sub-Funds, may be decided by the Board of Directors. Such decision will be published or notified, if appropriate, in the same manner as described above and, in addition, the publication/notification will contain information in relation to the two or more new Sub-Funds. Such publication/notification will be made effective one month before the date on which the reorganization becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their shares, free of charge before the operation involving division into two or more Sub-Funds becomes effective. Where the Board of Directors does not have the authority to do so or where the Board of Directors determines that the decision should be put for shareholders' approval, the decision to liquidate, to merge or to reorganise a Sub-Fund may be taken at a meeting of shareholders of the Sub-Fund to be liquidated, merged or reorganised instead of being taken by the Board of Directors. At such Sub-Fund meeting, no quorum shall be required and the decision to liquidate, merge or reorganise must be approved by a simple majority of the votes cast. The period of notice required to call such Sub-Fund meeting shall be in accordance with the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg. The decision of the meeting will be notified and/or published by the Company. The decision relating to the merger or the reorganisation of the Sub-Fund will be published/notified no later than one month before the effective date of liquidation, merger or reorganization of the Sub-Fund in order to enable shareholders to request redemption or switching of their shares, free of charge, before the merger or reorganization of the Sub-Fund becomes effective.

The preceding paragraph also applies to a division of shares of any Share Class.

In the circumstances provided in the second paragraph of this Article, the Board of Directors may also, subject to regulatory approval (if required), decide to consolidate or split any Share Classes within a Sub-Fund. To the extent required by Luxembourg law, such decision will be published or notified, if appropriate, in the same manner as described above and the publication and/or notification will contain information in relation to the proposed split or consolidation. The Board of Directors may also decide to submit the question of the consolidation or split of Share Class to a meeting of holders of such Share Class. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast.

Art. 30. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any Sub-Fund vis-à-vis those of any other Sub-Fund shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant Sub-Fund.

Art. 31. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the provisions of the 2007 Law, the AIFM Law and the law dated 10th August 1915 on commercial companies, as this law may be amended from time to time.

Art. 32. The Board of Directors has taken into account the need to treat shareholders fairly. Nevertheless, it cannot be excluded that the Board of Directors grants preferential treatment to some shareholders (through side letters or other arrangements). In such a case, information about any preferential treatment granted to certain shareholders will be available at the registered office of the Company to the extent and as required by the AIFM Law.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts mentioned hereafter:

Shareholder	Subscribed Capital	Number of shares	Paid Capital
Templeton Global Advisors Limited	USD 36,000	3,600	USD 36,000

Proof of all such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in articles 26-1, 26-3 and 26-5 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended have been observed.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately four thousand euro.

Transitory provisions

The first financial year will begin on the date of incorporation of the Company and will end on 31 December 2016.

Sole shareholder resolution

The above named sole shareholder, represented as here above, has taken immediately the following resolutions:

1. The shareholder resolved to set at three the number of Directors and further resolved to appoint the following as Directors for a period ending at the approval of the Company's annual accounts for the financial year ending on 31 December 2016:

- William Jackson, Director, Franklin Templeton Investment Management Limited, 5 Morrison Street, Edinburgh EH3 8BH, Scotland, United Kingdom,

- James F. Kinloch, Vice-President - International Transfer Agency, Franklin Templeton Luxembourg S.A., 8A, Rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

- Shohreh Levy, Director - Europe Fund Administration and Reporting, Franklin Templeton International Services S.à r.l., 8A, Rue Albert Borschette, L- 1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

2. The shareholder resolved to appoint the following as auditor of the Company:

- PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, with registered office in 2, Rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, number 65477).

3. The registered office of the Company shall be at 8A, Rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who has personal knowledge of the English language, states herewith that on request of the above appearing proxy holder, the present deed is worded in English.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said proxy holder signed together with the notary the present deed.

Signé: G. SURPLY, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 15 avril 2016. Relation: EAC/2016/9012. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2016094523/783.

(160064320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2016.

20140825 Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 39.392,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 190.700.

Monsieur Philipp LEDERER a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 28 janvier 2016.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais de la manière suivante:

- Monsieur Christian SENITZ, gérant de catégorie A
- Monsieur Ralf WENZEL, gérant de catégorie A
- Monsieur Ulrich BINNINGER, gérant de catégorie B
- Monsieur Julien DE MAYER, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2016.

20140825 Holding S.à r.l

Référence de publication: 2016067739/18.

(160030260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Wenelina S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 130.641.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue au siège social à Luxembourg, le 02 février 2016

Le cabinet de révision A3T S.A., ayant son siège social à L-1330 Luxembourg, 44 Bvd G-D Charlotte, RCS N B158687 est nommé réviseur d'entreprises de la société.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de l'an 2019.

Pour extrait sincère et conforme

WENELINA S.A.

Alexis DE BERNARDI

Administrateur

Référence de publication: 2016067726/16.

(160029679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Tethys Investment II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 185.935.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts, signé en date du 21 août 2015, que l'associé de la Société, BRE/Europe 7Q S.à r.l. a transféré la totalité de 500 parts sociales qu'il détenait dans la Société de la manière suivante:

(1) Tethys Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 182.227;

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

(1) Tethys Topco S.à r.l. 500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2016.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2016067666/19.

(160030109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

WS ATKINS INTERNATIONAL LIMITED, Luxembourg, succursale, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 155.926.

Le bilan au 31 mars 2015 de la société de droit étranger WS ATKINS INTERNATIONAL LIMITED a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2016.

Pour la société

Référence de publication: 2016067728/12.

(160029569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Zwise, Société Anonyme.

Siège social: Derenbach, 9645, Maison 92/7.
R.C.S. Luxembourg B 162.366.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 5 décembre 2015

1. L'assemblée prend acte de la démission de la société anonyme M INVEST de son poste d'Administrateur et de Président
2. L'Assemblée nomme Monsieur Tanguy VAN REGEMORTER, né le 27 juillet 1979 à Anderlecht (Belgique), demeurant à B-1380 OHAIN, 39, rue du Coq, au poste d'Administrateur. Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2018 statuant sur les comptes de 2017.

Weiswampach, le 16 février 2016.

Pour extrait analytique sincère et conforme à l'original

Référence de publication: 2016067730/14.

(160029615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Stylor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1370 Luxembourg, 16, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 54.872.

EXTRAIT

Suivant décision du conseil d'administration de la société STYLOR S.A. en date du 20 janvier 2015 Monsieur Robert ELVINGER, expert-comptable, L-1370 Luxembourg, 16, Val Ste Croix a été nommé dépositaire de toutes les actions au porteur de la société prénommée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016067654/15.

(160030167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

The Five, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 184.319.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration de la Société en date du 11 décembre 2015

Le Conseil d'Administration de la Société a décidé:

1. d'acter la démission de Monsieur Jaime Sabater Rovira, domicilié au 10, Bonaventura Armengol, Bloc 2, 1^{er} étage, AD500 Andorra la Vella, Andorre, en tant qu'administrateur de la Société, à la date du 1^{er} janvier 2016;
2. de nommer Monsieur Jaume Sabater Martos, né à Portbou, Espagne, le 4 août 1979, ayant son adresse professionnelle au Bellerivestrasse 20, 4^{ème} étage, CH-8008 Zurich, Suisse, en tant que nouvel administrateur de la Société, à la date du 1^{er} janvier 2016 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Le Mandataire

Référence de publication: 2016067668/17.

(160029869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Thue S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 184.520.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 Novembre 2015

L'Assemblée Générale accepte, avec effet au 31 Août 2015, la démission d'un gérant, à savoir:

- Monsieur Rob SONNENSCHNEIN, gérant, né le 30 août 1955 à Eindhoven (Pays-Bas), domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg.

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2016067669/13.

(160029711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Tecnic-Consult-Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1370 Luxembourg, 16, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 48.549.

—
EXTRAIT

Suivant décision du conseil d'administration de la société TECNIC CONSULT INVEST S.A. en date du 17 janvier 2015 Monsieur Robert ELVINGER, expert-comptable, L-1370 Luxembourg, 16, Val Ste Croix a été nommé dépositaire de toutes les actions au porteur de la société prénommée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016067682/15.

(160030171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Texcom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1370 Luxembourg, 16, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 44.041.

—
EXTRAIT

Suivant décision du conseil d'administration de la société TEXCOM S.A. en date du 17 janvier 2015 Monsieur Robert ELVINGER, expert-comptable, L-1370 Luxembourg, 16, Val Ste Croix a été nommé dépositaire de toutes les actions au porteur de la société prénommée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016067685/15.

(160030170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Togiram S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 70.992.

—
Les actionnaires de TOGIRAM SA qui se sont réunis en assemblée générale annuelle le 12 février 2016 à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et à l'unanimité ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée a nommé Monsieur Niels Aakrann, demeurant à 18 rue Gritt, L-6185 Gonderange, Monsieur Nicolas Vainker Bouvier de Lamotte, demeurant à 17 bd Royal, L-2449 Luxembourg, et Monsieur Daan Martin, demeurant à Kievitstraat 17, B-2920 Kalmthout, comme administrateurs pour une période de 6 ans jusqu'à la fin de l'assemblée générale des actionnaires tiendra en 2022.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TOGIRAM SA

Référence de publication: 2016067687/16.

(160030151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Unispar Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1370 Luxembourg, 16, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 31.296.

—
EXTRAIT

Suivant décision du conseil d'administration de la société UNISPAR HOLDING S.A. en date du 18 janvier 2015 Monsieur Robert ELVINGER, expert-comptable, L-1370 Luxembourg, 16, Val Ste Croix a été nommé dépositaire de toutes les actions au porteur de la société prénommée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016067705/15.

(160030169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Valinvest Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1370 Luxembourg, 16, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 36.322.

—
EXTRAIT

Suivant décision du conseil d'administration de la société VALINVEST HOLDING S.A. en date du 6 janvier 2015 Monsieur Robert ELVINGER, expert-comptable, L-1370 Luxembourg, 16, Val Ste Croix a été nommé dépositaire de toutes les actions au porteur de la société prénommée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016067709/15.

(160030172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

CB International Finance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 3.037.100,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 93.303.

—
EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 22 janvier 2016, l'associé unique de la Société a décidé de nommer Michael Lurie, né le 13 mars 1968 à Chicago, États-Unis d'Amérique, et ayant son adresse professionnelle au 11, rue Kaltacht, 2510 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais constitué des personnes suivantes:

- Manfred Schneider, gérant de catégorie A;
- Nicolas Susgin, gérant de catégorie A;
- Stéphanie Henrard, gérant de catégorie A;

- Perry R. Humphrey, gérant de catégorie B;
- David E. Klein, gérant de catégorie B;
- Christopher Lee Stenzel, gérant de catégorie B; et
- Michael Lurie, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Capellen, le 18 février 2016.

Référence de publication: 2016067928/23.

(160031221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Empark Funding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 182.119.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la Société du 10 février 2016

En date du 10 février 2016, l'actionnaire unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Vladimir Mornard, en tant qu'administrateur de classe B de la Société et ce avec effet au 8 janvier 2016.

- de nommer Catherine Trapani, née le 17 août 1973 à La Hestre, Belgique demeurant professionnellement au 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant qu'administrateur de classe B de la Société, pour une période de six ans, et ce avec effet au 8 janvier 2016.

Le conseil d'administration de la Société se compose désormais comme suit:

Administrateurs de classe A:

Pedro Maria Povoas Mendes Leal

Francisco Javier Mateos Jiménez

Administrateurs de classe B:

Harald Thul

Hille-Paul Schut

Catherine Trapani

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2016.

Pour Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Gaëlle Attardo-Kontzler

Mandataire

Référence de publication: 2016067994/27.

(160030629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Ergon Capital II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 368.037,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 123.005.

En vertu d'une lettre de démission reçue le 16 février 2016, il est pris note de la démission de Monsieur Ian Gallienne de son poste de gérant de la Société avec effet au 15 février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016068017/14.

(160030408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

European Financial Control S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 70.009.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 17 février 2016

Le Conseil d'administration décide de nommer Luxembourg International Consulting S.A. «Interconsult» avec siège social au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg (RCS Luxembourg B40312) comme dépositaire des actions au porteur de la Société.

Luxembourg, le 17 février 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016068022/12.

(160030536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Fabricated Medical Technologies S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 174.977.

Extrait des décisions de l'associé unique prises au Luxembourg le 17 février 2016

1. L'associé unique a décidé de révoquer le mandat de commissaire aux comptes de la Société RSM Audit Luxembourg S.à r.l. avec siège sociale au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, avec effet au 7 février 2016

2. L'associé unique a décidé de nommer comme commissaire aux comptes de la Société KPMG Luxembourg, Société Coopérative, avec siège sociale au 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 8 février 2016 et échéance jusqu'au l'assemble ordinaire qui se tiendra en 2018

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068024/15.

(160031209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Food Delivery Holding 30 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 198.529.

Monsieur Philipp LEDERER a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 28 janvier 2016.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais de la manière suivante:

- Monsieur Ralf WENZEL, gérant de catégorie A
- Monsieur Ulrich BINNINGER, gérant de catégorie B
- Monsieur Julien DE MAYER, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2016.

Food Delivery Holding 30 S.à r.l.

Référence de publication: 2016068044/17.

(160030697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Falera Investments Ltd., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 66, boulevard Napoléon Ier.
R.C.S. Luxembourg B 111.996.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social le 1^{er} décembre 2015

L'Assemblée décide, avec effet au 1^{er} décembre 2015, de nommer à la fonction d'Administrateur de catégorie A:

"Fiduciaire Intercommunautaire S. à R.L.", R.C.S. Luxembourg B 67 480, avec siège à L-8008, 130, Route d'Arlon; ici représenté par Madame Lerbs Kahrien, Fondée de pouvoir, née à Arlon, (Belgique), le 26 juillet 1969, demeurant professionnellement à L-8008 Strassen, 130, Route d'Arlon

Le mandat de l'administrateur de catégorie A prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire devant statuer sur les comptes de 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
FALERA INVESTMENTS LTD S.A.
Un mandataire

Référence de publication: 2016068045/19.

(160030889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Finipar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1370 Luxembourg, 16, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 30.697.

—
EXTRAIT

Suivant décision du conseil d'administration de la société FINIPAR S.A. en date du 30 janvier 2015 Monsieur Robert ELVINGER, expert-comptable, L-1370 Luxembourg, 16, Val Ste Croix, a été nommé dépositaire de toutes les actions au porteur de la société prénommée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2016068055/15.

(160030591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Havanna Invest S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 102.117.

La convention de domiciliation conclue entre TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A., 127 rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, et la société HAVANNA INVEST S.A., société anonyme, enregistrée au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro RCS B 102 117, a été dénoncée avec effet immédiat par le domiciliataire en date du 12 février 2016; le siège de la société est ainsi dénoncé.

Trustconsult Luxembourg S.A.
Signature
Le Domiciliataire

Référence de publication: 2016068094/13.

(160030458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Longbow Investment No2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 155.000.

Il en résulte qu'il y a un changement dans le prénom de Hermann-Gunter Schommarz. Ce changement est comme suit: Herman Schommarz et non Hermann-Gunter Schommarz.

Munsbach, le 18 février 2016.

Référence de publication: 2016068165/11.

(160030821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

LA Holdings (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 122.545.

La société notifie le nom exact de Monsieur Martinus Cornelis Johannes WEIJERMANS et de Monsieur Marcus Jacobus DIJKERMAN.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Le Mandataire

Référence de publication: 2016068168/12.

(160030461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Longbow UK Real Estate Debt Investments II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 155.001.

Il en résulte qu'il y a un changement dans le prénom de Hermann-Gunter Schommarz.

Ce changement est comme suit: Herman Schommarz et non Hermann-Gunter Schommarz.

Munsbach, le 18 février 2016.

Référence de publication: 2016068166/11.

(160031212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Revod Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 41.282.041,00.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 10-12, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 192.744.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third of September.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

The Company Dover CLP Formation Limited Partnership, a Canadian Limited Partnership, having its registered office at 2200 HSBC Building, 885 West Georgia Street, Vancouver, BC V6C 3E8, Canada,

here represented by Maître Jil ROESER, lawyer, residing professionally at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing party and by the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

Such appearing party, represented as mentioned above, has requested the undersigned notary to state that it is the sole member (the "Sole Member") of the company "Revod Luxembourg S.à r.l.", having its registered office at 10-12, Boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' register under the number 192.744 (the "Company"), incorporated by a deed of Maître Jean-Paul MEYERS, residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, on December 5th, 2014, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations on January 8th, 2015, number 57, page 2703. The by-laws of the Company have been amended for the last time by a deed of the aforesaid Maître Jean-Paul MEYERS, on December 16th, 2014 published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations on January 29th, 2015, number 232, page 11130.

Such appearing party, represented as mentioned above, in its capacity of Sole Member of the Company requested the undersigned notary to state its following resolutions:

First resolution

The Sole Member resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of twenty-five million seven hundred twenty-one thousand nine hundred nineteen Canadian Dollars (CAD 25,721,919), so as to bring the corporate capital from its present amount of fifteen million five hundred sixty thousand one hundred twenty-two Canadian Dollars (CAD 15,560,122) represented by fifteen million five hundred sixty thousand one hundred twenty-two (15,560,122) ordinary corporate units, with a nominal value of one Canadian Dollar (CAD 1) each to the amount of forty-one million two hundred eighty-two thousand forty-one Canadian Dollars (CAD 41,282,041) represented by forty-one million two hundred eighty-two thousand forty-one (41,282,041) ordinary corporate units with a nominal value of one Canadian Dollar (CAD 1) each.

Second resolution

The Sole Member resolved to issue twenty-five million seven hundred twenty-one thousand nine hundred nineteen (25,721,919) new ordinary corporate units, having a nominal value of one Canadian Dollar (CAD 1) and having the same rights and obligations as the existing corporate units. The new corporate units will be issued with an aggregate share premium of two hundred thirty-one million four hundred ninety-seven thousand two hundred seventy-five Canadian Dollars (CAD 231,497,275).

Subscription - payment

There then appeared Maître Jil ROESER, previously named, acting in her capacity as duly appointed proxy of the Sole Member by virtue of a the afore-mentioned power of attorney.

The proxy-holder representing the Sole Member declared to subscribe in the name and on behalf the Sole Member for twenty-five million seven hundred twenty-one thousand nine hundred nineteen (25,721,919) ordinary corporate units, with a nominal value of one Canadian Dollar (CAD 1) each, together with a share premium of two hundred thirty-one million four hundred ninety-seven thousand two hundred seventy-five Canadian Dollars (CAD 231,497,275) and to make payment of such new corporate units and the attached share premium in full by a contribution in kind of 100% of the member interests that the Sole Member holds in Dover Canada ULC (the “DCULC Member Interests”), a Canadian Limited Partnership, with registered office at 2200 HSBC Building, 885 West Georgia Street, Vancouver, BC V6C 3E8, Canada and registered with the British Columbia Corporate Registry under the number C0975227 (the “DCULC Contribution”).

It results from a valuation report issued by the management of the Sole Member on September 22nd, 2015 that:

“Based on the verification carried out as described above, the value of the DCULC Member Interests may be set at least at two hundred fifty-seven million two hundred nineteen thousand one hundred ninety-four Canadian Dollars (CAD 257,219,194).”

The valuation report dated September 22nd, 2015, after having been signed “ne varietur” by the proxy-holder and by the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

Having acknowledged the above described Contribution, the Sole Member, represented as stated above, expressly agreed with the description of the Contribution, with their valuation, with the effective transfer of the DCULC Member Interests to the Company and confirmed the validity of the subscription and payment of the corporate units issued and the attached share premium.

Third resolution

The Sole Member resolved amending Article 5, paragraph 1 of the articles of association of the Company to reflect the above resolutions.

Consequently, Article 5, paragraph 1 of the articles of association of the Company is replaced by the following text:

“ **Art. 5. Capital. (paragraph 1).** The corporate capital of the Company is set at forty-one million two hundred eighty-two thousand forty-one Canadian Dollars (CAD 41,282,041), represented by forty-one million two hundred eighty-two thousand forty-one (41,282,041) ordinary corporate units with a nominal value of one Canadian Dollar (CAD 1) each.”

Declarations, costs, evaluation

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the presently stated, are evaluated at approximately seven thousand euro (EUR 7,000).

The amount of two hundred fifty-seven million two hundred nineteen thousand one hundred ninety-four Canadian Dollars (CAD 257,219,194) corresponds to the amount of one hundred seventy-three million four hundred thirty-three thousand four hundred seventy-nine euro and eighty-seven cent (EUR 173,433,479.87) according to the exchange rate published by the European Central Bank on September 21st, 2015.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, the said proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille quinze, le vingt-trois septembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La société Dover CLP Formation Limited Partnership, une société régie par les lois canadiennes, ayant son siège social au 2200 HSBC Building, 885 West Georgia Street, Vancouver, BC V6C 3E8, Canada,

ici représentée par Maître Jil ROESER, avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal, pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante, représentée de la manière décrite ci-dessus, a demandé au notaire instrumentant de noter qu'elle est l'associé unique (l'«Associé Unique») de la société «Revod Luxembourg S.à r.l.», société à responsabilité limitée, ayant son siège social à 10-12, Boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce

et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 192.744 (la «Société») constituée suivant acte du notaire Jean-Paul MEYERS, de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 5 décembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 8 janvier 2015, numéro 57, page 2703. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire susmentionné Jean-Paul MEYERS en date du 16 décembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 29 janvier 2015, numéro 232, page 11130.

Ladite partie comparante, représentée de la manière décrite ci-dessus, en sa qualité d'Associé Unique de la Société, a demandé au notaire instrumentant de noter ses résolutions comme suit:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société par un montant de vingt-cinq millions sept cent vingt et un mille neuf cent dix-neuf Dollars Canadiens (CAD 25.721.919) pour l'amener de son montant actuel de quinze millions cinq cent soixante mille cent vingt-deux Dollars Canadiens (CAD 15.560.122) représenté par quinze millions cinq cent soixante mille cent vingt-deux (15.560.122) parts sociales d'une valeur d'un Dollar Canadien (CAD 1) chacune à un montant de quarante et un millions deux cent quatre-vingt-deux mille quarante et un Dollars Canadiens (CAD 41.282.041) représenté par quarante et un millions deux cent quatre-vingt-deux mille quarante et un (41.282.041) parts sociales d'une valeur d'un Dollar Canadien (CAD 1) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé d'émettre vingt-cinq millions sept cent vingt et un mille neuf cent dix-neuf (25.721.919) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un Dollar Canadien (CAD 1) et ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes. Les nouvelles parts sociales seront émises avec une prime d'émission d'un montant total de deux cent trente et un millions quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille deux cent soixante-quinze Dollars Canadiens (CAD 231.497.275).

Souscription - paiement

A comparu ensuite Maître Jil ROESER, prénommée, agissant en tant que mandataire de l'Associé Unique en vertu de la procuration susmentionnée.

La partie comparante représentant l'Associé Unique, comme ci-avant décrite, a déclaré souscrire au nom et pour le compte de l'Associé Unique à vingt-cinq millions sept cent vingt et un mille neuf cent dix-neuf (25.721.919) parts sociales d'une valeur nominale d'un Dollar Canadien (CAD 1) chacune avec une prime d'émission d'un montant total de deux cent trente et un millions quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille deux cent soixante-quinze Dollars Canadiens (CAD 231.497.275) et de payer intégralement ces parts sociales et la prime d'émission y attachée par un apport en nature de 100 % des parts d'associés que l'Associé Unique détient dans Dover Canada ULC (les «Parts d'Associés DCULC»), une société régie par les lois canadiens, ayant son siège social à 2200 HSBC Building, 885 West Georgia Street, Vancouver, BC V6C 3E8, Canada, inscrite auprès du British Columbia Corporate Registry sous le numéro C0975227 («Apport DCULC»).

Il résulte d'un rapport d'évaluation émis par l'administration de l'Associé Unique le 22 septembre 2015 que:

«Sur base des vérifications apportées selon la description ci-dessus, la valeur des Parts d'Associés DCULC est d'au moins deux cent cinquante-sept millions deux cent dix-neuf mille cent quatre-vingt-quatorze (CAD 257.219.194) Dollars Canadiens.»

Le rapport d'évaluation daté du 22 septembre 2015, après avoir été signé «ne varietur» par la partie comparante et par le notaire soussigné, restera annexé au présent acte afin d'être enregistré en même temps auprès des autorités compétentes.

Ayant reconnu l'Apport décrit ci-dessus, l'Associé Unique, représenté comme mentionné ci-avant, a donné expressément son accord sur la description de l'Apport, son évaluation, avec le transfert effectif des Parts d'Associés DCULC à la Société et a confirmé la validité de la souscription et du paiement des parts sociales émises et de la prime d'émission y attachée.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 5, paragraphe 1 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-avant.

Par conséquent, l'article 5, paragraphe 1 des statuts de la Société est remplacé par le texte suivant:

« **Art. 5. Capital social. (paragraphe 1).** Le capital social de la Société est fixé à quarante et un millions deux cent quatre-vingt-deux mille quarante et un Dollars Canadiens (CAD 41.282.041) représenté par quarante et un millions deux cent quatre-vingt-deux mille quarante et un (41.282.041) parts sociales d'une valeur nominale d'un Dollar Canadien (CAD 1) chacune.»

Déclarations, frais, évaluation

Les frais, coûts, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit incombant à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à sept mille euros (EUR 7.000).

La somme de deux cent cinquante-sept millions deux cent dix-neuf mille cent quatre-vingt-quatorze (CAD 257.219.194) Dollars Canadiens correspond à la somme de cent soixante-treize millions quatre cent trente-trois mille quatre cent soixante-

dix-neuf euros et quatre-vingt-sept cent (EUR 173.433.479,87) conformément au taux de change publié par la Banque Centrale Européenne en date du 21 septembre 2015.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que, sur requête de la partie comparante susnommée, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture au mandataire, le mandataire a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Roeser et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 1 octobre 2015. Relation: 2LAC/2015/22034. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 4 février 2016.

Référence de publication: 2016061805/164.

(160022452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2016.

A.E.F. Stafa 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 189.963.

En date du 08 février 2016, l'actionnaire de la Société a décidé de nommer M Bakary Sylla, né en date du 1^{er} novembre 1976 à Monrovia, Libéria, résidant professionnellement au 55, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, en tant que gérant A de la Société, pour une durée indéterminée, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 17 février 2016.

Référence de publication: 2016067158/14.

(160029919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Japan Real Estate Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 173.924.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 15 février 2016

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 30 juin 2016:

Administrateur de catégorie A

- Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg;

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg;

Administrateur de catégorie B

- Monsieur Peter MOSCH, Diplom Kaufmann, demeurant au 21, Klingenberg, 22587 Hambourg, Allemagne.

Est nommé commissaire, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 30 juin 2016:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 15 février 2016.

Référence de publication: 2016067434/22.

(160030263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

20140728 Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.156,00.

Siège social: L-1726 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 189.769.

—
Monsieur Philipp LEDERER a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 28 janvier 2016.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais de la manière suivante:

- Monsieur Christian SENITZ, gérant de catégorie A
- Monsieur Ralf WENZEL, gérant de catégorie A
- Monsieur Ulrich BINNINGER, gérant de catégorie B
- Monsieur Julien DE MAYER, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2016.

20140728 Holding S.à r.l.

Référence de publication: 2016067737/18.

(160030177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Jewel Partners S.C., Société Civile.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg E 4.575.

—
Rectificatif du dépôt numéro L160025464 déposé le 10/02/2016

La Société confirme que Monsieur Alberto Morandini n'a pas cédé les parts sociales qu'il détient dans la Société à la société ASTC Participations S.A., de sorte que Monsieur Alberto Morandini détient à ce jour 100 parts sociales dans la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016067435/12.

(160029825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Sherwood Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9779 Eselborn, 20, op der Sang.

R.C.S. Luxembourg B 66.483.

—
Extrait de la réunion du Conseil d'Administration du 17 février 2016:

Le conseil d'administration décide de nommer Grant Thornton ABAX Investment Services, immatriculée au R.C.S. Luxembourg numéro B 147 837, siège social au 7A, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen en tant que dépositaire des titres au porteur de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2016067632/13.

(160029802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Shoe Invest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 35.787.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 Octobre 2015

L'Assemblée Générale accepte, avec effet au 31 Août 2015, la démission d'un administrateur, à savoir:

- Monsieur Rob SONNENSCHNEIN, administrateur, né le 30 août 1955 à Eindhoven (Pays-Bas), domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg.

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2016067633/13.

(160029717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Assistance Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 52.366.

Extrait des décisions prises par le Conseil d'Administration à Luxembourg, le 5 Janvier 2015

Le conseil d'administration décide de nommer Maître JIM PENNING, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper, comme dépositaire des actions au porteur de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 15 février 2016.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016067834/16.

(160030861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Lex Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 39, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 93.494.

Le bilan au 31 Décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07/03/2016.

Référence de publication: 2016079519/10.

(160045208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Lexfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 39, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 93.497.

Le bilan au 31 Décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07/03/2016.

Référence de publication: 2016079521/10.

(160045209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Labyrinth S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 179.238.

Le bilan de la société au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016079516/12.

(160045378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.
